

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion a pour objet de décrire notre performance et de fournir de l'information sur notre situation financière et nos perspectives d'avenir, telles que la direction les perçoit. Nous recommandons au lecteur de le lire en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022 ainsi qu'avec nos états financiers consolidés et notre rapport de gestion annuels de 2021, puisqu'il vise à les compléter. Il contient des énoncés prospectifs qui comportent des risques et des incertitudes pouvant faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de manière importante des résultats annoncés dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs portent notamment sur nos perspectives sur deux ans, spécifiquement les incidences prévues relatives à notre programme de transformation, et sur nos attentes à l'égard de la conjoncture économique en général et des tendances du marché, de même que sur leur incidence prévue sur nos secteurs d'activité. Pour obtenir de l'information supplémentaire au sujet des énoncés prospectifs, des principales hypothèses et des risques importants qu'ils comportent, veuillez vous reporter aux rubriques du présent rapport de gestion intitulées « Perspectives » et « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs ». Le présent rapport de gestion est en date du 1^{er} novembre 2022.

Le présent rapport de gestion contient les principales rubriques suivantes :

• Résumé – Un aperçu de nos activités et des faits saillants financiers.....	3
• Résultats d'exploitation – Une comparaison entre les résultats de la période écoulée et ceux de la période correspondante de l'exercice précédent	5
• Situation de trésorerie et sources de financement – Une analyse de nos flux de trésorerie et de notre dette	14
• Perspectives – Nos perspectives financières sur deux ans, y compris les principales hypothèses et les risques importants	20
• Transactions entre parties liées – Une analyse des transactions avec The Woodbridge Company Limited (« Woodbridge »), actionnaire majoritaire et contrôlant, et avec d'autres parties liées	23
• Événements postérieurs à la date de clôture – Une analyse des événements importants qui se sont produits après le 30 septembre 2022 et jusqu'à la date du présent rapport de gestion	24
• Changements touchant les méthodes comptables – Une analyse des changements apportés à nos méthodes comptables.....	24
• Estimations comptables et jugements critiques – Une analyse des estimations et des jugements critiques formulés par notre direction pour l'application des méthodes comptables	24
• Renseignements supplémentaires – D'autres informations obligatoires à fournir	25
• Annexes – Des informations supplémentaires	27

Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne l'indique autrement, les termes « nous », « nos », « notre », la « société » et « Thomson Reuters » font référence à Thomson Reuters Corporation et à ses filiales.

Base de présentation

Nous dressons nos états financiers consolidés en dollars américains conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Hormis le résultat par action, nous présentons nos résultats en millions de dollars américains, mais nous calculons les variations en pourcentage et les marges au dollar près pour plus de précision. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Au premier trimestre de 2022, nous avons apporté deux modifications à l'information sectorielle présentée pour tenir compte des changements dans la façon dont nous gérons nos activités. Les montants de périodes précédentes ont été retraités afin de rendre compte de la présentation adoptée pour la période écoulée. Se reporter à la rubrique « Renseignements supplémentaires » du présent rapport de gestion pour un complément d'information.

Mesures financières non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, nous analysons nos résultats sur une base conforme aux IFRS et sur une base non conforme aux IFRS. Nous utilisons des mesures financières non conformes aux IFRS, notamment des ratios qui tiennent compte d'une ou de plusieurs mesures financières non conformes aux IFRS, à titre d'indicateurs supplémentaires de notre performance d'exploitation et de notre situation financière, de même qu'à des fins de planification interne, et dans le cadre de nos programmes de rémunération incitative de la direction et de l'établissement de nos perspectives commerciales. Nous sommes d'avis que ces mesures financières non conformes aux IFRS permettent une meilleure analyse de notre rendement. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS; elles sont donc difficilement comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs et ne devraient donc pas être considérées comme un substitut aux mesures du rendement financier calculé selon les IFRS.

Il y a lieu de se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour obtenir une description des mesures financières non conformes aux IFRS que nous utilisons et des raisons pour lesquelles, à notre avis, ces mesures sont utiles à l'évaluation de notre performance, notamment de notre capacité à générer des flux de trésorerie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » ainsi qu'à l'annexe B du présent rapport de gestion pour des rapprochements de ces mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Glossaire – Termes clés

Sauf indication contraire, les termes suivants utilisés dans le présent rapport de gestion ont la signification qui leur est attribuée ci-après :

Terme	Définition
3 grands secteurs	Nos secteurs regroupés Professionnels du droit, Grandes sociétés, et Fiscalité et comptabilité
consortium de Blackstone	The Blackstone Group et ses filiales ainsi que les fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone
pb	Points de base – un point de base correspond à 1/100 ^e de 1 %; 100 pb équivalent à 1 %.
programme de transformation	Initiative sur deux ans qui vise à transformer notre société de portefeuille en une société d'exploitation, et la faire passer de fournisseur de contenu à société technologique axée sur le contenu
devises constantes	Mesure non conforme aux IFRS établie en appliquant les mêmes taux de change aux résultats financiers de la période considérée et de la période correspondante de l'exercice précédent
COVID-19	Nouvelle souche de coronavirus qui a été qualifiée de pandémie par l'Organisation mondiale de la Santé en mars 2020
RPA	Résultat par action
LSEG	London Stock Exchange Group plc
s. o.	Sans objet
n. s.	Non significatif
croissance interne	Mesure non conforme aux IFRS reflétant les variations des produits des activités ordinaires issus de nos activités actuelles, en devises constantes. Elle exclut la distorsion liée aux acquisitions et aux cessions d'entreprises attribuable au fait que nous n'étions pas les propriétaires de l'entreprise au cours des deux périodes comparatives.
Refinitiv	L'entreprise Refinitiv de LSEG. Nous détenions une participation de 45 % dans Refinitiv avant sa vente le 29 janvier 2021.
YPL	York Parent Limited, l'entité détenant les actions de LSEG, détenue conjointement par notre société et le consortium de Blackstone. Un groupe composé de membres actuels de LSEG et d'anciens membres de la haute direction de Refinitiv détient également une participation dans YPL. Toute référence à YPL comprend aussi ses filiales. Jusqu'au 29 janvier 2021, date de la vente de Refinitiv à LSEG, YPL était connue sous la dénomination Refinitiv Holdings Limited.
\$ et \$ US	Dollars américains

Résumé

La société

Thomson Reuters est un fournisseur de premier plan de services d'information à l'intention des entreprises. Nos produits comprennent des logiciels et des outils hautement spécialisés axés sur l'information et destinés aux professionnels du droit, de la fiscalité, de la comptabilité et de la conformité, ainsi que ceux de Reuters, l'agence de presse dont la présence est la plus importante à l'échelle internationale.

Nous réalisons la plus grande partie de notre chiffre d'affaires en vendant de l'information et des solutions logicielles à nos clients, principalement au moyen de services électroniques et d'abonnements. Nos solutions conjuguent nos connaissances approfondies du domaine avec des logiciels et des outils d'automatisation de pointe. Nous croyons que nos solutions de gestion des flux de travaux rendent nos clients plus productifs en simplifiant leur exploitation, ce qui leur permet de se concentrer sur des activités de plus grande valeur. Un grand nombre de nos clients ont intégré nos solutions dans leur flux de travaux, ce qui nous permet d'enregistrer un taux de fidélisation élevé. Nous sommes d'avis que beaucoup de clients font confiance à Thomson Reuters en raison de notre feuille de route de fiabilité, de notre compréhension approfondie de leurs activités et de leurs secteurs d'activité, et du fait que nous leur fournissons des services sur lesquels ils peuvent compter pour naviguer dans un monde numérique de plus en plus complexe et en constante évolution. Au fil des ans, notre modèle d'entreprise nous a permis d'utiliser judicieusement notre capital, de générer de la trésorerie, de conserver notre position de leader et de tirer parti de nos possibilités de croissance sur nos segments de marché de prédilection.

Nous comptons cinq secteurs à présenter, décrits ci-dessous, qui reflètent la façon dont nous gérons nos activités.



Professionnels du droit

Ce secteur propose des services de recherche et des produits de gestion des flux de travaux aux cabinets d'avocats et aux autorités gouvernementales. Son offre est axée sur des services de recherche juridique conviviaux propulsés par des technologies de pointe et des solutions intégrées de gestion des processus juridiques alliant contenu, outils et analyses.



Grandes sociétés

Ce secteur propose aux entreprises clientes, tant des plus petites entreprises que des organisations multinationales, dont les sept plus grands cabinets d'experts-comptables du monde, la gamme complète des solutions technologiques de contenu que nous offrons à l'intention de leurs professionnels du droit, de la fiscalité, de la réglementation, de la conformité et des TI à l'interne.



Fiscalité et comptabilité

Ce secteur propose aux professionnels en fiscalité, en comptabilité et en audit des cabinets d'experts-comptables (autres que les sept plus grands cabinets du monde, qui sont servis par notre secteur Grandes sociétés) des outils de recherche et des produits de gestion des flux de travaux axés sur des solutions fiscales conviviales et des solutions de gestion automatisée des processus fiscaux.



Reuters News

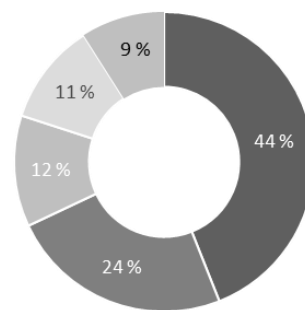
Ce secteur fournit des services de nouvelles économiques, financières et mondiales à l'intention des groupes de médias mondiaux, des professionnels et des consommateurs par l'intermédiaire de l'agence de presse Reuters News, de Reuters.com, de Reuters Events, des produits Thomson Reuters et de l'entreprise Refinitiv de LSEG.



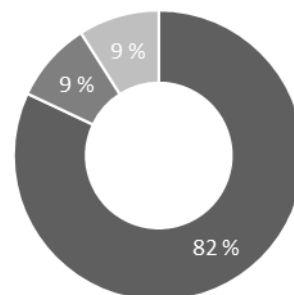
Publications mondiales

Ce secteur fournit des renseignements juridiques et fiscaux, essentiellement sous forme imprimée, à ses clients du monde entier.

Produits des activités ordinaires
du troisième trimestre de 2022



■ Professionnels du droit (44 %)
■ Grandes sociétés (24 %)
■ Fiscalité et comptabilité (12 %)
■ Reuters News (11 %)
■ Publications mondiales (9 %)



■ Produits récurrents (82 %)
■ Transactions (9 %)
■ Publications mondiales (9 %)

Nos secteurs d'activités sont soutenus par le siège social, qui assure la gestion centralisée des activités commerciales et technologiques, notamment celles visant nos capacités de vente, l'expérience client numérique et l'élaboration de produits et de contenus. Le siège social assure également la gestion centralisée de diverses fonctions telles que les finances, le contentieux et les ressources humaines ainsi que notre programme de transformation. Nous présentons de l'information sur la catégorie Charges liées au siège social, qui comprend les charges liées aux fonctions générales ainsi qu'au programme de transformation.

Faits saillants financiers

L'essor qu'ont connu nos activités s'est maintenu au troisième trimestre de 2022. Le total des produits des activités ordinaires s'est accru de 3 %, alors que la croissance interne des produits des activités ordinaires s'est établie à 6 %, grâce à un taux de croissance des produits récurrents de 7 % pour un troisième trimestre consécutif. La croissance interne des produits des activités ordinaires pour nos 3 grands secteurs (Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité) s'est établie à 6 %. En septembre 2022, nous avons lancé Westlaw Precision, une mise à niveau importante de notre produit phare de recherche juridique. L'intérêt manifesté par les clients, leurs réactions et les premières ventes du produit sont très encourageants.

Bien que nous reconnaissons l'existence d'une incertitude macroéconomique grandissante, nos secteurs d'activité s'adaptent bien et continuent de profiter de la complexité croissante de la réglementation dans les domaines du droit et de la fiscalité et sur les marchés à risque. Jusqu'à présent, nous n'avons pas observé de changements significatifs dans les habitudes d'achat de nos clients, sauf pour quelques-uns au sein de notre secteur Grandes sociétés, où les cycles de vente se sont légèrement allongés. Le 1^{er} novembre 2022, nous avons annoncé que nous maintenions nos perspectives pour 2022 et 2023. Se reporter à la rubrique « Perspectives » du présent rapport de gestion pour un complément d'information.

En date du 28 octobre 2022, nous avons racheté pour 8,0 M\$ de nos actions ordinaires pour un coût total de 855 M\$ dans le cadre de notre programme de rachat d'actions d'un montant maximal de 2,0 G\$ dont nous avons fait l'annonce le 8 juin 2022.

Événements mondiaux récents

La société continue d'exercer ses activités dans un contexte macroéconomique et géopolitique marqué par l'incertitude. Pour lutter contre la forte inflation, les banques centrales ont relevé de façon marquée les taux d'emprunt à court terme. Les effets persistants de la COVID-19, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et l'invasion militaire russe en Ukraine sont autant de facteurs supplémentaires qui créent des tensions sur la croissance économique et les marchés des capitaux. Nous suivons de près l'évolution de la conjoncture macroéconomique et géopolitique afin d'évaluer les répercussions potentielles sur nos secteurs d'activité.

Bien que notre secteur Reuters News continue de produire des rapports en provenance de l'Ukraine et de la Russie afin de fournir des nouvelles impartiales et fiables, nos activités en Ukraine et en Russie ne sont pas importantes pour notre entreprise. Nous avons pris des mesures pour nous conformer aux restrictions applicables découlant des sanctions qui s'appliquent à nos activités. Nous avons également relocalisé des services précédemment fournis dans le cadre de contrats d'impartition dans la région.

Mise à jour sur le programme de transformation

Notre programme de transformation sur deux ans vise à stimuler la croissance et l'efficacité en transformant notre société de portefeuille en une société d'exploitation, et en passant de fournisseur de contenu à société technologique axée sur le contenu. Nous prévoyons que, d'ici la fin de 2022, notre programme de transformation aura été achevé presque entièrement. Nous sommes sur la bonne voie pour atteindre notre objectif global dans le cadre du programme de transformation, notamment :

- Faciliter l'interaction avec nos clients;
- Actualiser et rationaliser de façon importante notre portefeuille de produits et nos groupes d'élaboration de produits;
- Réduire la complexité de nos activités et de l'organisation technologique;
- Continuer de simplifier notre structure organisationnelle afin d'instaurer une culture favorisant davantage l'innovation.

Dans le cadre de notre programme de transformation, nous avons investi les montants suivants pour la technologie ainsi que pour des initiatives liées à l'organisation et au marché.

(en millions de dollars américains)	Investissements dans le cadre du programme de transformation			
	Trimestre clos le 30 septembre 2022	Période de neuf mois close le 30 septembre 2022	Cumul à ce jour	Total prévu
Investissements dans le cadre du programme de transformation				
Charges d'exploitation	47	111	294	343 - 383
Dépenses d'investissement à payer	32	97	209	212 - 252
Total des investissements	79	208	503	600

Plus précisément, nous avons poursuivi nos initiatives visant à tirer une plus grande partie de nos produits des activités ordinaires des solutions infonuagiques, augmenté la proportion des ventes que nous réalisons par l'intermédiaire de nos plateformes numériques et amélioré l'expérience des clients qui interagissent avec nous. Au 30 septembre 2022, nos économies de charges d'exploitation en rythme annualisé ont atteint 410 M\$ dans le cadre du programme. Nous prévoyons réaliser des économies de charges d'exploitation en rythme annualisé de 500 M\$ d'ici la fin de 2022 et atteindre la cible totale de 600 M\$ d'ici la fin de 2023. Se reporter à la rubrique « Perspectives » du présent rapport de gestion pour obtenir des renseignements supplémentaires sur le programme de transformation.

Résultats d'exploitation

Nos produits des activités ordinaires et notre bénéfice d'exploitation consolidés sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque nous comptabilisons une part importante de nos produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats et que nous engageons habituellement nos coûts uniformément tout au long de l'exercice. Néanmoins, nos produits des activités ordinaires d'un trimestre à l'autre peuvent être touchés par le lancement de certains produits fiscaux, qui sont habituellement plus concentrés au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre de l'exercice. Le calendrier des coûts liés au programme de transformation a influé sur le caractère saisonnier de nos charges et de notre bénéfice d'exploitation en 2022 et en 2021.

La rubrique ci-après fait état de mesures non conformes aux IFRS dans les cas indiqués. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Résultats consolidés

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	Trimestres clos les 30 septembre				Périodes de neuf mois closes les 30 septembre			
			Variation				Variation	
	2022	2021	Total	Devises constantes	2022	2021	Total	Devises constantes
Mesures financières conformes aux IFRS								
Produits des activités ordinaires	1 574	1 526	3 %		4 862	4 638	5 %	
Bénéfice d'exploitation	398	282	41 %		1 203	985	22 %	
Résultat dilué par action	0,47 \$	(0,49) \$	n. s.		2,30 \$	11,80 \$	n. s.	
Mesures financières non conformes aux IFRS								
Produits des activités ordinaires	1 574	1 526	3 %	5 %	4 862	4 638	5 %	6 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>				6 %				6 %
BAIIA ajusté	535	458	17 %	17 %	1 696	1 518	12 %	11 %
Marge du BAIIA ajusté	34,0 %	30,0 %	400 pb	310 pb	34,9 %	32,7 %	220 pb	150 pb
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement ¹⁾ à payer	391	328	19 %		1 289	1 154	12 %	
Marge du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement ¹⁾ à payer	24,8 %	21,5 %	330 pb		26,5 %	24,9 %	160 pb	
Résultat ajusté par action	0,57 \$	0,46 \$	24 %	24 %	1,82 \$	1,52 \$	20 %	18 %

1) Le 31 décembre 2021, nous avons modifié le mode de présentation des dépenses d'investissement. Les montants de la période précédente ont été retraités pour refléter ce changement. Se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour plus d'information à ce sujet.

Résultats financiers des 3 grands secteurs pris collectivement : Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité

	Trimestres clos les 30 septembre				Périodes de neuf mois closes les 30 septembre			
			Variation				Variation	
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2022	2021	Total	Devises constantes	2022	2021	Total	Devises constantes
Mesures financières non conformes aux IFRS								
Produits des activités ordinaires	1 264	1 213	4 %	6 %	3 916	3 708	6 %	7 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>				6 %				7 %
BALIA ajusté	530	468	13 %	14 %	1 638	1 478	11 %	11 %
Marge du BALIA ajusté	41.9 %	38.6 %	330 pb	290 pb	41.8 %	39.9 %	190 pb	160 pb

Produits des activités ordinaires

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 septembre					Périodes de neuf mois closes les 30 septembre				
	2022	2021	Total	Variation		2022	2021	Total	Variation	
				Devises constantes	Croissance interne				Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	1 291	1 233	5 %	7 %	7 %	3 882	3 672	6 %	7 %	7 %
Produits tirés des transactions	137	144	(5) %	(4) %	(3) %	550	527	4 %	6 %	6 %
Produits tirés du secteur Publications mondiales	146	149	(3) %	-	-	430	439	(2) %	(1) %	(1) %
Produits des activités ordinaires	1 574	1 526	3 %	5 %	6 %	4 862	4 638	5 %	6 %	6 %

Produits des activités ordinaires

Au troisième trimestre, les produits des activités ordinaires ont augmenté de 3 % au total, sous l'effet de la croissance affichée par quatre de nos cinq secteurs d'activité. Les mouvements du change ont eu un effet défavorable de 2 % sur les produits des activités ordinaires. Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne de 6 %, en raison de la hausse de 7 % des produits récurrents (82 % du total des produits des activités ordinaires). De la même façon, les produits tirés des transactions ont diminué de 3 %, et les produits des activités ordinaires du secteur Publications mondiales n'ont pratiquement pas changé.

Pour la période de neuf mois, les produits des activités ordinaires ont augmenté de 5 % au total, sous l'effet de la croissance affichée par quatre de nos cinq secteurs d'activité. Les mouvements du change ont eu une incidence négative de 1 % sur la croissance des produits des activités ordinaires. Le total des produits des activités ordinaires a affiché une croissance interne de 6 %, en raison de la hausse de 7 % des produits récurrents (80 % du total des produits des activités ordinaires) et de l'augmentation de 6 % des produits tirés des transactions. Les produits des activités ordinaires du secteur Publications mondiales ont légèrement diminué.

Pour le troisième trimestre, les produits des activités ordinaires des 3 grands secteurs ont augmenté de 4 % au total et de 6 % en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. La croissance interne des produits des activités ordinaires est attribuable à la hausse de 8 % des produits récurrents. Les produits tirés des transactions ont diminué de 3 %. Les 3 grands secteurs affichent une croissance interne d'au moins 6 % pour un sixième trimestre consécutif. Pour la période de neuf mois, les produits des activités ordinaires des 3 grands secteurs ont augmenté de 6 % au total et de 7 % en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne, en raison de la hausse des produits récurrents et des produits tirés des transactions. Pour chaque période, nos 3 grands secteurs ont représenté 80 % du total de nos produits des activités ordinaires.

Les mouvements du change ont eu un effet défavorable sur la croissance des produits des activités ordinaires pour les deux périodes en raison du raffermissement du dollar américain par rapport à la plupart des principales devises comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, l'impact le plus important provenant de la livre sterling et de l'euro.

Bénéfice d'exploitation, BALIA ajusté et BALIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer

Le bénéfice d'exploitation a augmenté de 41 % au troisième trimestre en raison de la hausse des produits des activités ordinaires et de la baisse des coûts, notamment en raison du programme de transformation, ainsi que des profits découlant de la vente de certaines entreprises secondaires. Le bénéfice d'exploitation a augmenté de 22 % pour la période de neuf mois écoulée, puisque la hausse des produits des activités ordinaires a plus que compensé l'accroissement des coûts, qui comprennent les investissements liés au programme de transformation.

Au troisième trimestre, le BALIA ajusté, qui ne tient pas compte des profits à la vente de certaines entreprises secondaires, s'est accru de 17 % et la marge connexe a augmenté pour passer à 34,0 %, en raison de la hausse des produits des activités ordinaires et de la baisse des coûts. Les investissements dans le programme de transformation ont eu un impact négatif de 300 pb sur la marge du BALIA ajusté du troisième trimestre de 2022. Les mouvements du change ont eu un effet favorable sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BALIA ajusté, qui s'est établie à 90 pb.

Pour la période de neuf mois, le BAIIA ajusté s'est accru de 12 % et la marge connexe a augmenté pour passer à 34,9 %, du fait que l'augmentation des produits des activités ordinaires a plus que contrebalancé la hausse des coûts. Les investissements dans le programme de transformation ont eu un impact négatif de 230 pb sur la marge du BAIIA ajusté dégagée pour les neuf premiers mois de 2022. Les mouvements du change ont eu un effet favorable sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté, qui s'est établie à 70 pb.

Le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer et la marge connexe ont progressé pour les deux périodes, la hausse du BAIIA ajusté ayant plus que contrebalancé l'augmentation des dépenses d'investissement à payer. Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2022, les dépenses d'investissement à payer comprenaient un montant de 32 M\$ (26 M\$ en 2021) et de 97 M\$ (65 M\$ en 2021), respectivement, au titre du programme de transformation.

Charges d'exploitation

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 septembre				Périodes de neuf mois closes les 30 septembre			
			Variation				Variation	
	2022	2021	Total	Devises constantes	2022	2021	Total	Devises constantes
Charges d'exploitation	1 023	1 060	(4) %	1 %	3 145	3 114	1 %	4 %
Déduire les ajustements de juste valeur¹⁾	16	8			21	6		
Charges d'exploitation, compte non tenu des ajustements de juste valeur	1 039	1 068	(3) %	1 %	3 166	3 120	2 %	4 %

1) Les ajustements de juste valeur représentent essentiellement les profits et pertes attribuables aux variations des cours de change sur les soldes intragroupe survenant dans le cours normal des activités.

En raison du raffermissement du dollar américain par rapport à la plupart des principales devises, les charges d'exploitation, compte non tenu des ajustements de juste valeur, ont diminué au troisième trimestre. En devises constantes, les charges d'exploitation, compte non tenu des ajustements de juste valeur, ont augmenté pour les deux périodes. Bien que les deux périodes aient bénéficié des économies réalisées dans le cadre du programme de transformation, celles-ci ont été plus que contrebalancées par l'augmentation des charges liées aux ventes attribuables à la hausse des produits des activités ordinaires, des investissements dans la technologie et des coûts engagés dans le cadre du programme de transformation, qui se sont élevés à 47 M\$ au troisième trimestre de 2022 (53 M\$ en 2021) et à 111 M\$ pour les neuf premiers mois de 2022 (105 M\$ en 2021). Pour les deux périodes, ces coûts comprenaient des indemnités de fin de contrat ainsi que les coûts liés à l'amélioration de l'efficacité de la technologie et des ventes numériques.

Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2022	2021	Variation	2022	2021	Variation
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	34	40	(16) %	110	128	(14) %
Dotation aux amortissements des logiciels	119	119	-	354	356	(1) %
Total partiel	153	159	(4) %	464	484	(4) %
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	25	29	(14) %	76	90	(16) %

- Collectivement, les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels ont affiché une diminution pour les deux périodes, du fait que certaines immobilisations corporelles et incorporelles acquises au cours d'exercices précédents ont été complètement amorties. La diminution enregistrée pour la période de neuf mois rend également compte du fait que les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels comptabilisées pour la période correspondante de l'exercice précédent tenaient compte d'une réduction de la valeur d'actifs se rapportant à la location de locaux de bureau que nous n'occupons plus.
- La dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables a diminué en raison de l'achèvement de l'amortissement d'actifs acquis au cours d'exercices antérieurs.

Autres profits d'exploitation, montant net

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Autres profits d'exploitation, montant net	25	4	26	35

Au troisième trimestre et pour les neuf premiers mois de 2022, le montant net des autres profits d'exploitation tenait compte de profits découlant de la vente de deux entreprises secondaires. Au troisième trimestre et pour les neuf premiers mois de 2021, le montant net des autres profits d'exploitation tenait compte des produits liés à une licence permettant à l'entreprise Refinitiv de LSEG d'utiliser la marque Reuters. Par ailleurs, le montant net des autres profits d'exploitation inscrit pour la période de neuf mois tenait compte de l'incidence favorable de la réévaluation des bons de souscription que nous détenions dans Refinitiv avant sa vente à LSEG le 29 janvier 2021 et d'un profit à la vente d'une entreprise.

Charge d'intérêts, montant net

	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
(en millions de dollars américains)	2022	2021	Variation	2022	2021	Variation
Charge d'intérêts, montant net	48	46	5 %	145	146	(1) %

Le montant net de la charge d'intérêts a augmenté au troisième trimestre, en raison de la hausse de la charge d'intérêts liée aux passifs d'impôt. Pour la période de neuf mois, le montant net de la charge d'intérêts a diminué légèrement, du fait que la baisse de la charge d'intérêts liée au montant net des obligations au titre des régimes de retraite et la hausse des produits d'intérêts ont plus que contrebalancé l'augmentation de la charge d'intérêts liée aux passifs d'impôt. Puisque la presque totalité de nos titres de créance à long terme portent intérêt à taux fixe (après déduction des swaps), le montant net de la charge d'intérêts sur nos emprunts à terme est essentiellement inchangé comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Autres produits financiers

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2022	2021	2022	2021
Autres produits financiers	(448)	(34)	(862)	(30)

Au troisième trimestre et pour les neuf premiers mois de 2022, les autres produits financiers comprenaient des profits de 353 M\$ et de 673 M\$, respectivement, sur les contrats de change visant une partie de notre participation indirecte dans LSEG, libellée en livres sterling. Les quatre périodes comprenaient le montant net des profits de change sur les ententes de financement intragroupe.

Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2022	2021	2022	2021
YPL (anciennement Refinitiv Holdings Limited)	(520)	(675)	(543)	6 710
Autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(5)	3	(9)	7
Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(525)	(672)	(552)	6 717

Notre participation dans LSEG est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence puisque les actions de LSEG sont détenues par l'intermédiaire de YPL, sur laquelle nous exerçons une influence notable. La participation dans les actions de LSEG détenue par YPL est comptabilisée à la juste valeur, en fonction du cours de l'action de LSEG, qui est libellée en livres sterling.

Pour le troisième trimestre de 2022, notre quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence reflète principalement une baisse de la valeur de la participation de la société dans LSEG attribuable à des pertes de change de 543 M\$, qui ont été partiellement contrebalancées par des dividendes de 25 M\$. Le montant inscrit pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022 reflète principalement les pertes de change de 1 317 M\$ liées à la participation dans LSEG, partiellement contrebalancées par une hausse de 687 M\$ du cours de l'action de LSEG et par une augmentation de 87 M\$ des dividendes.

Pour le troisième trimestre de 2021, notre quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence reflétait la baisse de 699 M\$ de la valeur de la participation dans LSEG. Le montant inscrit pour la période de neuf mois rend compte d'un profit de 8 075 M\$ découlant de la vente à LSEG de l'entreprise Refinitiv, dans laquelle la société détenait une participation de 45 %, et de dividendes de 75 M\$ reçus de LSEG à la suite de la vente. Le profit et les dividendes ont été contrebalancés en partie par la perte de valeur de 1 272 M\$ de notre participation dans LSEG à la suite de la vente et des pertes après impôt de 168 M\$ liées aux activités de Refinitiv avant la vente.

Au troisième trimestre de 2022, LSEG a racheté environ 0,7 million d'actions ordinaires auprès de YPL dans le cadre d'un programme de rachat annoncé par LSEG en août 2022. Nous avons touché, pour environ 0,3 million d'actions, un produit de 24 M\$ qui nous a été versé en tant que dividende, ce qui a eu pour effet de réduire notre participation. En mars 2021, conformément à une exception aux termes de la convention de blocage, approximativement 10,1 millions d'actions de LSEG détenues par la société ont été vendues pour un produit net avant impôt de 994 M\$. Le produit de la vente des actions par YPL a également été versé à la société en tant que dividende.

En date du 28 octobre 2022, nous détenions indirectement environ 72,0 millions d'actions de LSEG ayant une valeur de marché d'approximativement 6,3 G\$ selon le cours de clôture de l'action de LSEG à cette date.

Charge (produit) d'impôt

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2022	2021	2022	2021
Charge (produit) d'impôt	8	(161)	156	1 722

La charge (le produit) d'impôt de chaque période tient compte d'incidences importantes liées au placement indirect de la société dans LSEG. En 2022, le montant inscrit pour chaque période tient également compte d'incidences importantes liées à d'autres produits financiers, principalement associés à des profits découlant de contrats de change liés à la participation de la société dans LSEG. Pour les neuf premiers mois de 2021, la charge d'impôt comprenait la charge fiscale associée au profit à la vente à LSEG de notre participation dans Refinitiv. En outre, la charge d'impôt de chaque période tient compte des taux s'appliquant dans les divers territoires où les bénéfices et les pertes avant impôt sont comptabilisés. Puisque la répartition géographique du bénéfice ou de la perte avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle pour l'exercice complet, la charge ou le produit d'impôt de ces périodes n'est pas nécessairement représentatif de la charge (du produit) d'impôt pour l'exercice complet.

Divers ajustements comptables et diverses transactions survenus à chacune des périodes ont influé sur la comparabilité de la charge (du produit) d'impôt. Le tableau qui suit présente certaines composantes de notre charge (produit) d'impôt qui ont une incidence sur la comparabilité d'une période à l'autre, y compris la charge (le produit) d'impôt au titre d'éléments qui sont éliminés du résultat ajusté :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2022	2021	2022	2021
Charge (produit) d'impôt				
Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité :				
Lois fiscales et taux d'impôt des sociétés ¹⁾	-	-	(10)	(11)
Ajustements de l'impôt différé ²⁾	-	(4)	(35)	(4)
Total partiel	-	(4)	(45)	(15)
Impôt au titre de ce qui suit :				
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	(6)	(6)	(17)	(20)
Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(133)	(169)	(150)	1 631
Autres produits financiers	81	-	159	-
Autres éléments	7	1	8	5
Total partiel	(51)	(174)	-	1 616
Total	(51)	(178)	(45)	1 601

- 1) Le montant des neuf premiers mois de 2022 se compose essentiellement des ajustements des soldes d'impôt différé par suite de modifications des taux d'impôt étatiques effectifs. Le montant de la période de 2021 tient compte des variations des actifs d'impôt différé par suite des modifications des taux d'impôt applicables à l'étranger.
- 2) Se compose de la comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre d'une augmentation de l'assiette fiscale attribuable à une filiale non américaine et des ajustements requis pour une entreprise qui a été classée comme étant détenue en vue de la vente, ainsi que des ajustements requis en raison de cessions et d'acquisitions.

Les éléments susmentionnés ayant une incidence sur la comparabilité de notre charge ou produit d'impôt de chaque période, nous les éliminons de notre calcul du résultat ajusté, tout comme les éléments avant impôt auxquels ils sont liés. Le calcul de notre charge d'impôt ajustée est présenté ci-après :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2022	2021	2022	2021
Charge (produit) d'impôt	8	(161)	156	1 722
Déduire : éléments susmentionnés ayant une incidence sur la comparabilité	51	178	45	(1 601)
Autres ajustements :				
Normalisation du taux d'impôt effectif de la période intermédiaire ¹⁾	-	8	(3)	10
Total de la charge d'impôt sur le résultat ajusté	59	25	198	131

1) Ajustement visant à refléter l'impôt aux taux d'impôt effectifs estimés pour l'ensemble de l'exercice. Le résultat conforme aux IFRS pour les périodes intermédiaires reflète généralement l'impôt établi aux taux d'impôt effectifs estimés de chacun des territoires où nous exerçons nos activités. L'ajustement non conforme aux IFRS permet de mieux répartir l'impôt estimé pour l'ensemble de l'exercice entre les périodes intermédiaires, mais il n'a pas d'effet sur le montant de la charge d'impôt de l'exercice.

Nous nous attendons à ce qu'au quatrième trimestre de 2022, de nouvelles lois fiscales soient adoptées au Canada, lesquelles réduiront notre capacité à déduire la charge d'intérêts de notre résultat au Canada. Nous comptons donc accroître notre bénéfice imposable au Canada, afin d'y appliquer des pertes fiscales reportées en avant. Une fois la nouvelle législation adoptée, nous prévoyons comptabiliser dans notre état du résultat des pertes fiscales reportées en avant non comptabilisées ainsi que les actifs d'impôt différé correspondants, dont le montant pourrait être important.

Résultats des activités abandonnées

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2022	2021	2022	2021
(Perte) bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	(37)	1	(92)	-

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2022, la perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt, se composait essentiellement de pertes découlant du solde de créances clients de LSEG relativement à une indemnisation fiscale. Les pertes étaient attribuables aux fluctuations des taux de change et d'intérêt.

Bénéfice (perte) net et résultat dilué par action

	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	2022	2021	Variation	2022	2021	Variation
Bénéfice (perte) net	228	(240)	n. s.	1 120	5 864	n. s.
Résultat dilué par action	0,47 \$	(0,49) \$	n. s.	2,30 \$	11,80 \$	n. s.

Nous avons inscrit un bénéfice net et un bénéfice dilué par action au troisième trimestre de 2022, en comparaison d'une perte nette et d'une perte diluée par action en 2021. Alors que le résultat net et le résultat dilué par action inscrits pour les troisième trimestres de 2022 et 2021 tenaient compte d'importantes diminutions de la valeur de notre participation dans LSEG, ceux inscrits pour le troisième trimestre de 2022 rendent aussi compte de l'incidence favorable de profits sur les contrats de change liés à une partie de la participation, qui est libellée en livres sterling. Pour les neuf premiers mois de 2022, le bénéfice net et le bénéfice dilué par action ont diminué comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, car les résultats de l'exercice 2021 rendaient compte du profit d'environ 8,1 G\$ à la vente à LSEG de notre participation dans Refinitiv en janvier 2021.

Résultat ajusté et résultat ajusté par action

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 septembre				Périodes de neuf mois closes les 30 septembre			
	2022	2021	Variation		2022	2021	Variation	
			Total	Devises constantes			Total	Devises constantes
Résultat ajusté	274	227	21 %		887	755	18 %	
Résultat ajusté par action	0,57 \$	0,46 \$	24 %	24 %	1,82 \$	1,52 \$	20 %	18 %

Pour les deux périodes, l'augmentation du bénéfice ajusté et du montant par action connexe est principalement attribuable à la hausse du BAIIA ajusté, qui a plus que compensé l'augmentation de la charge d'impôt sur le résultat.

Résultats sectoriels

Le texte qui suit est une analyse de nos cinq secteurs à présenter et des charges liées au siège social pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022. Nous évaluons les produits des activités ordinaires de chaque secteur et des unités au sein de chaque secteur en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. Se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour obtenir des renseignements supplémentaires.

Professionnels du droit

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre					Périodes de neuf mois closes les 30 septembre				
	2022	2021	Variation			2022	2021	Variation		
			Total	Devises constantes	Crois- sance interne			Total	Devises constantes	Crois- sance interne
Produits récurrents	658	634	4 %	6 %	6 %	1 967	1 881	5 %	6 %	6 %
Produits tirés des transactions	43	48	(10) %	(10) %	(7) %	132	142	(7) %	(6) %	(3) %
Produits des activités ordinaires	701	682	3 %	5 %	6 %	2 099	2 023	4 %	5 %	6 %
BAIIA ajusté sectoriel	324	288	13 %	14 %		933	852	9 %	11 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	46,2 %	42,3 %	390 pb	380 pb		44,5 %	42,1 %	240 pb	220 pb	

Les produits des activités ordinaires des deux périodes ont augmenté au total, en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. Les produits des activités ordinaires sont en hausse pour les deux périodes, avec une croissance interne de 6 % pour un sixième trimestre consécutif, par suite de l'accroissement des produits récurrents (94 % du secteur Professionnels du droit au troisième trimestre), alimenté par Practical Law, Westlaw, HighQ et notre secteur des services aux gouvernements. Les produits tirés des transactions des deux périodes ont affiché une baisse de la croissance interne (6 % du secteur Professionnels du droit au troisième trimestre).

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe se sont accrus pour les deux périodes grâce à l'augmentation des produits des activités ordinaires et à une baisse des charges reflétant les économies de coûts réalisées dans le cadre du programme de transformation. Les mouvements du change ont eu un effet favorable sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté, qui s'est établie respectivement à 10 pb au troisième trimestre et à 20 pb pour la période de neuf mois.

Grandes sociétés

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre					Périodes de neuf mois closes les 30 septembre				
	2022	2021	Variation			2022	2021	Variation		
			Total	Devises constantes	Crois- sance interne			Total	Devises constantes	Crois- sance interne
Produits récurrents	330	307	8 %	9 %	9 %	968	898	8 %	9 %	9 %
Produits tirés des transactions	43	47	(9) %	(7) %	(7) %	189	184	3 %	4 %	4 %
Produits des activités ordinaires	373	354	5 %	7 %	7 %	1 157	1 082	7 %	8 %	8 %
BAIIA ajusté sectoriel	147	130	13 %	13 %		443	403	10 %	10 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	39,2 %	36,7 %	250 pb	180 pb		38,2 %	37,2 %	100 pb	50 pb	

Les produits des activités ordinaires des deux périodes ont augmenté au total, en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. La croissance interne des produits des activités ordinaires du troisième trimestre est attribuable à l'augmentation des produits récurrents (89 % du secteur Grandes sociétés au troisième trimestre), alimentée par Practical Law, la plateforme CLEAR, Direct Tax et HighQ. De la même façon, les produits tirés des transactions (11 % du secteur Grandes sociétés au troisième trimestre) ont diminué, tel qu'il était prévu, en raison du nombre moins élevé de déploiements de logiciels. Pour la période de neuf mois, les produits des activités ordinaires ont augmenté en raison de la hausse des produits récurrents et des produits tirés des transactions. L'augmentation des produits tirés des transactions a été alimentée par Trust, Confirmation et les entreprises en Asie et les marchés émergents du secteur.

Le BAIIA ajusté sectoriel et les marges connexes des deux périodes ont progressé en raison de la hausse des produits des activités ordinaires, qui a plus que compensé l'augmentation des charges, laquelle a été partiellement contrebalancée par les économies de coûts qui ont découlé du programme de transformation. Les mouvements du change ont eu un effet favorable sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel, qui s'est établie respectivement à 70 pb au troisième trimestre et à 50 pb pour la période de neuf mois.

Fiscalité et comptabilité

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre					Périodes de neuf mois closes les 30 septembre				
	2022	2021	Variation			2022	2021	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	158	149	6 %	8 %	9 %	507	463	9 %	10 %	10 %
Produits tirés des transactions	32	28	11 %	12 %	12 %	153	140	9 %	9 %	9 %
Produits des activités ordinaires	190	177	7 %	8 %	9 %	660	603	9 %	10 %	10 %
BAIIA ajusté sectoriel	59	50	17 %	15 %		262	223	18 %	17 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	31,0 %	28,5 %	250 pb	170 pb		39,7 %	36,9 %	280 pb	230 pb	

Les produits des activités ordinaires des deux périodes ont augmenté au total, en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. La croissance interne des produits des activités ordinaires des deux périodes est attribuable à l'accroissement des produits récurrents (83 % du secteur des Fiscalité et comptabilité au troisième trimestre) et des produits tirés des transactions (17 % du secteur des Fiscalité et comptabilité au troisième trimestre). Le produit UltraTax du secteur a contribué à la croissance des produits récurrents et des produits tirés des transactions. L'augmentation des produits récurrents rend compte également de la croissance des entreprises en Amérique latine. La progression des produits tirés des transactions tient compte des produits tirés des services de formation plus élevés et, pour la période de neuf mois, de la croissance de Confirmation.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe des deux périodes se sont accrus, l'augmentation des produits des activités ordinaires ayant plus que compensé la hausse des charges, qui a été atténuée par les économies de coûts réalisées dans le cadre de notre programme de transformation et par l'incidence favorable de la diminution des réserves au titre des créances. Les mouvements du change ont eu une incidence favorable sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel, qui s'est établie respectivement à 80 pb au troisième trimestre et à 50 pb pour la période de neuf mois.

Les activités du secteur Fiscalité et comptabilité affichent davantage de variations saisonnières que nos autres activités, un pourcentage plus élevé de son BAIIA ajusté sectoriel étant habituellement enregistré au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre, en raison du lancement de certains produits fiscaux. De légères variations dans le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires et des charges peuvent avoir une incidence sur les marges trimestrielles.

Reuters News

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre					Périodes de neuf mois closes les 30 septembre				
	2022	2021	Variation			2022	2021	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	152	148	2 %	6 %	6 %	459	446	3 %	5 %	5 %
Produits tirés des transactions	19	21	(10) %	(4) %	(4) %	76	61	26 %	31 %	31 %
Produits des activités ordinaires	171	169	1 %	5 %	5 %	535	507	5 %	9 %	9 %
BAIIA ajusté sectoriel	33	25	37 %	22 %		114	88	31 %	21 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	19,7 %	14,5 %	520 pb	230 pb		21,4 %	17,3 %	410 pb	200 pb	

Les produits des activités ordinaires des deux périodes ont augmenté au total, en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. La croissance interne des produits des activités ordinaires au troisième trimestre est principalement attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires générés par les activités liées à l'agence de presse et par l'entente aux termes de laquelle le secteur fournira des nouvelles et du contenu éditorial à l'entreprise Refinitiv de LSEG, hausse qui a plus que compensé la baisse des produits tirés des transactions. Pour la période de neuf mois, la croissance interne des produits des activités ordinaires est attribuable à la croissance observée pour toutes les activités du secteur.

Reuters News et l'entreprise Refinitiv de LSEG ont conclu une entente aux termes de laquelle Reuters News fournit des nouvelles et du contenu éditorial à Refinitiv jusqu'au 1^{er} octobre 2048. Reuters News a constaté des produits des activités ordinaires de 90 M\$ (85 M\$ en 2021) et de 270 M\$ (254 M\$ en 2021) au troisième trimestre et pour les neuf premiers mois de 2022, respectivement, aux termes de cette entente.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe des deux périodes se sont accrus, ce qui reflète l'incidence favorable des mouvements du change résultant du raffermissement du dollar américain par rapport à la plupart des principales devises, ainsi que la hausse des produits des activités ordinaires. Les charges ont également bénéficié des économies de coûts liées à notre programme de transformation. Les mouvements du change ont eu une incidence favorable sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel, qui s'est établie respectivement à 290 pb pour le troisième trimestre et à 210 pb pour la période de neuf mois.

Publications mondiales

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre					Périodes de neuf mois closes les 30 septembre				
	2022	2021	Total	Variation		2022	2021	Total	Variation	
				Devises constantes	Croissance interne				Devises constantes	Croissance interne
Produits des activités ordinaires	146	149	(3) %	-	-	430	439	(2) %	(1) %	(1) %
BAIIA ajusté sectoriel	50	52	(4) %	(1) %		153	165	(7) %	(5) %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	34,4 %	35,0 %	(60) pb	(10) pb		35,6 %	37,5 %	(190) pb	(190) pb	

Les produits des activités ordinaires du troisième trimestre ont diminué au total, mais ils sont demeurés essentiellement inchangés en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. Pour la période de neuf mois, les produits des activités ordinaires ont diminué au total, en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. Pour les deux périodes, nous avons enregistré de meilleurs résultats que la baisse se situant dans le milieu de la fourchette de 0 % à 10 % à laquelle nous nous attendions en raison de l'amélioration du taux de fidélisation de la clientèle, du calendrier des nouvelles ventes et de la hausse des produits tirés des services d'impression fournis à des tiers. Au quatrième trimestre de 2022, nous prévoyons une baisse plus importante des produits des activités ordinaires, car le calendrier favorable du troisième trimestre devrait se normaliser.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont diminué au troisième trimestre, en raison essentiellement de l'incidence des mouvements du change. Pour la période de neuf mois, les deux mesures ont affiché une diminution en raison du recul des produits des activités ordinaires et de l'effet dilutif des produits tirés des services d'impression fournis à des tiers. Les mouvements du change ont eu une incidence négative de 50 points de base sur la variation de la marge du BAIIA ajusté sectoriel au troisième trimestre et n'ont eu aucune incidence pour la période de neuf mois.

Charges liées au siège social

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Charges liées au siège social	78	87	209	213

Les charges liées au siège social ont diminué au troisième trimestre et pour la période de neuf mois. Nous avons inscrit des charges liées au programme de transformation de 47 M\$ (53 M\$ en 2021) et de 111 M\$ (105 M\$ en 2021) pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2022, respectivement.

Situation de trésorerie et sources de financement

Traditionnellement, nous avons observé une stratégie rigoureuse en matière de capital qui met en équilibre la croissance, l'endettement à long terme, les notations de crédit et la redistribution de capital aux actionnaires. Nous nous assurons de disposer de la capacité d'investissement nécessaire pour accroître nos produits des activités ordinaires tant en interne qu'au moyen d'acquisitions, tout en maintenant notre endettement à long terme et la qualité de notre crédit et en continuant à redistribuer de la trésorerie à nos actionnaires. Nos principales sources de liquidités sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Par ailleurs, de temps à autre, nous émettons du papier commercial, empruntons aux termes de notre facilité de crédit et émettons des titres de créance. Nous utilisons nos liquidités principalement pour financer les remboursements sur la dette, le service de la dette, le versement de dividendes, les dépenses d'investissement, les rachats d'actions et les acquisitions.

Notre stratégie en matière de capital a renforcé notre structure du capital et notre situation de trésorerie. Au 30 septembre 2022, nos fonds en caisse s'élevaient à 459 M\$ et nous n'avions pas de titres de créance qui arrivent à échéance avant le quatrième trimestre de 2023. Notre approche disciplinée et notre modèle d'entreprise permettant de générer de la trésorerie nous ont permis de résister à la volatilité économique des dernières années causée par la pandémie de COVID-19 et d'autres facteurs macroéconomiques et géopolitiques, tout en continuant d'investir dans nos activités. Bien que nous surveillions de près les perturbations mondiales causées par l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, nos activités dans la région ne sont pas importantes pour notre entreprise.

Nous prévoyons que le levier d'exploitation de nos activités augmentera nos flux de trésorerie disponibles si nos produits des activités ordinaires augmentent, comme le prévoient nos perspectives. Nous ciblons un ratio d'endettement maximal de 2,5 fois la dette nette sur le BAIIA ajusté et nous nous sommes donnés comme objectif de distribuer de 50 % à 60 % de nos flux de trésorerie disponibles prévus sous forme de dividendes à nos actionnaires. En date du 30 septembre 2022, nous avons racheté 698 M\$ de nos actions ordinaires aux termes de notre programme visant à racheter un montant maximal de 2,0 G\$ d'actions ordinaires annoncé en juin 2022 (se reporter à la rubrique « Rachat d'actions – offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat ») » plus loin). Nous prévoyons terminer notre programme de rachat d'actions de 2,0 G\$ au début du deuxième trimestre de 2023. Pour l'avenir, nous prévoyons que le produit de la vente des actions de LSEG, une fois expirées les dispositions contractuelles de blocage applicables, nous donnera de nouvelles possibilités d'investir et de redistribuer de la trésorerie à nos actionnaires.

Notre ratio d'endettement, correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté, s'établissait à environ 1,8 pour 1 au 30 septembre 2022, ce qui est inférieur au ratio cible de 2,5 pour 1. Calculé aux termes de la clause restrictive de notre facilité de crédit, ce ratio s'établissait à 1,7 pour 1 au 30 septembre 2022, ce qui est bien en deçà du ratio d'endettement maximal de 4,5 pour 1 permis par la facilité de crédit.

Nous estimons que nos sources de trésorerie existantes seront suffisantes pour nous permettre de financer nos besoins en trésorerie attendus dans le cours normal de nos activités pour les 12 prochains mois.

Flux de trésorerie

Tableau consolidé sommaire des flux de trésorerie

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2022	2021	Variation (en \$)	2022	2021	Variation (en \$)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	531	534	(3)	1 239	1 376	(137)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(93)	(545)	452	(526)	(205)	(321)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(436)	(817)	381	(1 024)	(1 444)	420
Écarts de conversion	(4)	(3)	(1)	(8)	(3)	(5)
Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(2)	(831)	829	(319)	(276)	(43)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	461	2 342	(1 881)	778	1 787	(1 009)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	459	1 511	(1 052)	459	1 511	(1 052)
Mesure non conforme aux IFRS¹⁾						
Flux de trésorerie disponibles	386	383	3	814	1 001	(187)

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et de la mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Activités d'exploitation. Les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont diminué pour les deux périodes, car les variations défavorables du fonds de roulement, qui comprenaient la hausse des paiements associés au programme de transformation, ont essentiellement contrebalancé l'augmentation de la trésorerie liée à la hausse du bénéfice d'exploitation. Pour la période de neuf mois, la diminution s'explique aussi par l'augmentation des primes annuelles de rémunération incitative versées.

Activités d'investissement. En 2022, les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement ont compris des dépenses d'investissement de 152 M\$ et de 460 M\$ et des dépenses d'acquisition de 19 M\$ et de 190 M\$ pour le troisième trimestre et pour la période de neuf mois, respectivement. Ces sorties de trésorerie ont été en partie contrebalancées par des dividendes de 49 M\$ et de 111 M\$ versés par YPL au cours du troisième trimestre et de la période de neuf mois, respectivement, dont une partie était liée à la participation de YPL au programme de rachat d'actions de LSEG. Les chiffres inscrits pour les deux périodes tiennent compte également du produit de la vente de certaines entreprises secondaires. Pour la période de neuf mois, les dépenses d'acquisition se rapportent essentiellement à l'acquisition, en avril 2022, de ThoughtTrace, une entreprise qui utilise l'intelligence artificielle et l'apprentissage machine pour la lecture, le classement et la gestion des flux de documents.

Au troisième trimestre de 2021, les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement tenaient compte de l'impôt de 218 M\$ payé sur la vente de Refinitiv et sur la vente ultérieure des actions de LSEG. La part des activités d'investissement relative aux activités abandonnées inclut des avis de cotisation de 210 M\$ liés à notre ancien secteur Activités financières et risque (se reporter à la rubrique « Éventualités – Position fiscale incertaine » du présent rapport de gestion). Les dépenses d'investissement se sont élevées à 131 M\$.

Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement de la période de neuf mois de 2021 tenaient compte de l'impôt de 662 M\$ payé sur la vente de Refinitiv et sur la vente ultérieure des actions de LSEG. La part des activités d'investissement relative aux activités abandonnées inclut des avis de cotisation de 252 M\$ liés à notre ancien secteur Activités financières et risque. Les dépenses d'investissement se sont élevées à 364 M\$. Ces sorties de trésorerie ont été partiellement compensées par des dividendes de 1 045 M\$ reçus de LSEG, dont une tranche de 994 M\$ est liée à la vente de 10,1 millions d'actions de LSEG.

Activités de financement. Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement pour les deux périodes de 2022 comprennent les emprunts contractés aux termes de notre programme de papier commercial, ainsi que les dividendes versés aux porteurs d'actions ordinaires et les rachats d'actions d'un montant total de 712 M\$ et de 1 325 M\$ pour le troisième trimestre et la période de neuf mois, respectivement. En 2021, les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement comprenaient les dividendes versés aux porteurs d'actions ordinaires et les rachats d'actions d'un montant total de 797 M\$ et de 1 385 M\$ pour le troisième trimestre et la période de neuf mois, respectivement. Se reporter aux paragraphes « Programme de papier commercial », « Dividendes » et « Rachats d'actions » ci-après pour obtenir de plus amples renseignements.

Trésorerie et équivalents de trésorerie. Au 30 septembre 2022, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient inférieurs à ceux du début de l'exercice, car les acquisitions, les dépenses d'investissement, les rachats d'actions et les dividendes versés aux porteurs d'actions ordinaires ont plus que contrebalancé les entrées nettes liées aux activités d'exploitation et le produit de nos emprunts sous forme de papier commercial. Le solde au 30 septembre 2021 comprenait une tranche d'un dividende en trésorerie de 994 M\$ reçu de YPL à la suite de la vente de 10,1 millions d'actions de LSEG.

Flux de trésorerie disponibles. Les flux de trésorerie disponibles, qui comprennent les dividendes reçus dans le cours normal des activités au titre de notre participation dans LSEG, ont légèrement augmenté au troisième trimestre. La baisse de flux de trésorerie disponibles enregistrée au cours de la période de neuf mois s'explique par la baisse des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation et la hausse des dépenses d'investissement associées principalement au programme de transformation.

Des renseignements supplémentaires sur notre dette et nos ententes de crédit, nos dividendes et nos rachats d'actions sont présentés ci-après :

- **Programme de papier commercial.** Notre programme de papier commercial de 1,8 G\$ nous fournit un financement efficace et flexible à court terme. Au 30 septembre 2022, l'encours de notre papier commercial s'élevait à 370 M\$. Les émissions de papier commercial ont atteint un sommet de 400 M\$ au troisième trimestre de 2022.
- **Facilité de crédit.** Nous disposons d'une facilité de crédit consortiale d'un montant de 1,8 G\$ qui vient à échéance en décembre 2024 et qui peut être utilisée pour obtenir des liquidités pour les besoins généraux de l'entreprise (notamment aux fins des acquisitions et du financement de notre programme de papier commercial). Au 30 septembre 2022, aucun emprunt sur cette facilité de crédit n'était en cours. D'après les notations actuelles de la société, le taux d'intérêt aux termes de la facilité de crédit est fonction du taux LIBOR/EURIBOR majoré de 112,5 points de base. Nous pouvons également demander une augmentation de l'engagement des prêteurs jusqu'à concurrence d'un montant de 600 M\$, pour un engagement relatif à la facilité de crédit maximum de 2,4 G\$, sous réserve de l'approbation des prêteurs concernés. Si Moody's ou S&P abaissaient leurs notations à l'égard de notre dette, les commissions et le coût d'emprunt de notre facilité de crédit pourraient augmenter, sans aucune conséquence toutefois sur la disponibilité de la facilité. À l'opposé, un relèvement de la notation pourrait réduire les commissions et le coût d'emprunt. Nous surveillons aussi les prêteurs qui sont parties à notre facilité et nous croyons qu'ils demeureront en mesure de nous prêter des fonds.

La Financial Conduct Authority du Royaume-Uni, qui réglemente le taux LIBOR, a supprimé la majeure partie de ce taux de référence à l'échelle mondiale à la fin de 2021. Nous n'avons pas d'entente importante avec des tiers qui utilise ou mentionne le LIBOR comme taux de référence, à l'exception des taux de référence fondés sur le LIBOR retenus aux termes de notre facilité de crédit externe, pour laquelle des taux de référence fondés sur le LIBOR adéquats demeurent en vigueur jusqu'en juin 2023.

Nous garantissons les emprunts de nos filiales aux termes de la facilité de crédit. Nous sommes aussi tenus de maintenir un ratio de la dette nette, au sens donné à ce terme dans la convention de crédit (total de la dette après déduction des swaps, diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie), établie le dernier jour du trimestre, par rapport au BAIIA, selon la définition donnée dans la convention de crédit (bénéfice avant intérêts, impôt, dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et autres modifications décrites dans la convention de crédit), d'au plus 4,5 pour 1 pour les quatre derniers trimestres écoulés. Si nous réalisons une acquisition dont le prix d'achat dépassait 500 M\$, le ratio de la dette nette sur le BAIIA augmenterait temporairement à 5,0 pour 1 pour les trois trimestres suivant la transaction, après quoi il reviendrait à 4,5 pour 1. Au 30 septembre 2022, nous respectons cette clause restrictive puisque notre ratio de la dette nette sur le BAIIA, calculé aux termes de notre facilité de crédit consortiale, s'établissait à 1,7 pour 1.

- **Dette à long terme.** Nous n'avons émis ni remboursé aucun titre de créance au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022. En juin 2022, nous avons déposé un nouveau prospectus préalable de base aux termes duquel Thomson Reuters Corporation et l'une de ses filiales américaines, TR Finance LLC, peuvent collectivement émettre, de temps à autre, des titres de créance non garantis d'une valeur maximale de 3,0 G\$, et ce, jusqu'au 29 juillet 2024. Les titres émis par TR Finance LLC seront intégralement et inconditionnellement garantis à titre d'obligations non garanties par Thomson Reuters Corporation et trois filiales américaines garantes, qui sont aussi des filiales en propriété exclusive indirecte consolidées de Thomson Reuters Corporation. À l'exception de TR Finance LLC et des filiales garantes, aucune autre filiale de Thomson Reuters Corporation n'a fourni de garantie ou ne peut être tenue responsable relativement à tout titre de créance que pourrait émettre TR Finance LLC. Ni Thomson Reuters Corporation ni TR Finance LLC n'a émis de titre de créance aux termes du prospectus. Se reporter à l'annexe D du présent rapport de gestion pour consulter l'information financière résumée de consolidation de la société, y compris TR Finance LLC et les filiales garantes.
- **Notations.** Nos possibilités de financement sont entre autres tributaires de la conjoncture des marchés et du maintien de notations à long terme convenables. Les notations qui nous sont attribuées peuvent être affectées par divers facteurs, notamment l'accroissement de notre dette, la baisse de notre résultat, la contraction de la demande à l'égard de nos produits, l'intensification de la concurrence, une détérioration de la conjoncture économique et commerciale et la mauvaise presse visant la société. Tout déclassement de nos notations pourrait avoir une incidence sur notre capacité à mobiliser des capitaux ou donner lieu à une hausse des taux d'intérêt s'appliquant à nos emprunts.

Le tableau qui suit indique les notations que les agences ont attribuées à nos titres en cours à la date du présent rapport de gestion :

	Moody's	S&P Global Ratings	DBRS Limited	Fitch
Dette à long terme	Baa2	BBB	BBB (élevé)	BBB+
Papier commercial	P-2	A-2	R-2 (élevé)	F1
Tendance ou perspective	Positive	Stable	Stable	Stable

Ces notations ne sont pas une recommandation d'acheter, de vendre, ni de conserver les titres et elles ne fournissent aucune indication sur leur cours ou leur pertinence pour un investisseur donné. Les notations peuvent ne pas refléter l'incidence possible de tous les risques sur la valeur des titres. Nous ne pouvons vous assurer que nos notations ne seront pas revues à la baisse dans l'avenir ni que les agences de notation n'émettront pas de commentaires défavorables à l'égard de nos titres.

- **Dividendes.** Les dividendes sur nos actions ordinaires sont déclarés en dollars américains. En février 2022, nous avons annoncé une augmentation de 10 %, ou 0,16 \$ par action, du taux de dividende annuel, qui a été porté à 1,78 \$ par action ordinaire (à compter du dividende sur les actions ordinaires que nous avons versé en mars 2022). Dans notre tableau consolidé des flux de trésorerie, les dividendes versés sur les actions ordinaires sont présentés déduction faite des montants réinvestis dans la société aux termes du régime de réinvestissement des dividendes (« RRD »). Les actionnaires ordinaires inscrits peuvent participer au RRD, aux termes duquel les dividendes en trésorerie sont automatiquement réinvestis dans de nouvelles actions ordinaires. La valeur des actions ordinaires correspond à la moyenne pondérée du cours de l'action à la Bourse de Toronto (« TSX ») sur les cinq jours de bourse qui précèdent immédiatement la date de clôture des registres en vue de la distribution des dividendes.

Le tableau ci-après fait état des dividendes déclarés par action ordinaire et des dividendes que nous avons versés sur nos actions ordinaires.

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Dividendes déclarés par action	0,445 \$	0,405 \$	1,335 \$	1,215 \$
Dividendes déclarés	215	200	648	600
Dividendes réinvestis	(7)	(6)	(21)	(18)
Dividendes versés	208	194	627	582

- **Rachats d'actions – offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat »).** Nous rachetons occasionnellement des actions (pour les annuler ultérieurement) conformément à notre stratégie de gestion du capital. En juin 2022, nous avons annoncé notre intention de racheter un montant maximal de 2,0 G\$ d'actions ordinaires. Nos rachats d'actions sont généralement effectués dans le cadre d'une offre de rachat. Aux termes de notre offre de rachat en vigueur, nous pouvons racheter jusqu'à 24 millions d'actions ordinaires entre le 13 juin 2022 et le 12 juin 2023 dans le cadre d'opérations sur le marché libre à la TSX, à la NYSE, à une autre bourse ou à un système de négociation parallèle admissible, ou par tout autre moyen autorisé par la TSX ou la NYSE ou selon les lois applicables, y compris au moyen de contrats de rachat privés si la société obtient à cette fin une ordonnance d'exemption d'offre publique de rachat auprès des autorités en valeurs mobilières concernées au Canada.

Les rachats d'actions se sont établis comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Rachats d'actions (en millions de dollars américains)	504	603	698	803
Nombre d'actions rachetées (en millions)	4,6	5,2	6,5	7,7
Rachats d'actions – prix moyen par action en dollars américains	109,98 \$	116,15 \$	106,92 \$	105,01 \$

Les décisions concernant les rachats futurs, le cas échéant, dépendront de certains facteurs comme la conjoncture du marché, le cours de l'action et d'autres possibilités d'investir des capitaux pour favoriser la croissance. Nous pouvons choisir, en tout temps, de suspendre le rachat d'actions ou d'y mettre fin conformément aux lois en vigueur. Si nous ne possédons pas de renseignements importants nous concernant ou concernant nos titres que le public ignorerait, nous pouvons à l'occasion établir un régime automatique d'achat d'actions avec notre courtier en vue de racheter des actions pendant des périodes au cours desquelles nous ne sommes normalement pas actifs sur les marchés en raison de nos propres périodes d'interdiction d'opérations, de nos propres règles sur les opérations d'initié ou d'autres facteurs. Tout programme établi avec notre courtier sera adopté conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables et aux exigences de la règle 10b5-1 de la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis, dans sa version modifiée.

Situation financière

Le total de notre actif s'établissait à 21,2 G\$ au 30 septembre 2022, comparativement à 22,1 G\$ au 31 décembre 2021. La diminution rend compte de la baisse de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et de l'incidence du raffermissement du dollar américain sur la conversion des devises.

Au 30 septembre 2022, nos passifs courants excédaient nos actifs courants principalement puisque les passifs courants comprennent des produits différés d'un montant important tirés de la vente de produits et de services par abonnement, que bon nombre de clients règlent à l'avance. La trésorerie reçue lors de ces paiements anticipés est affectée au financement courant des activités d'exploitation, d'investissement et de financement de notre entreprise. Cependant, aux fins comptables, ces paiements anticipés doivent être différés et comptabilisés sur la durée de l'abonnement. Nous inscrivons généralement un fonds de roulement déficitaire à notre état consolidé de la situation financière. Dans le cours normal des activités, les produits différés ne correspondent pas à une obligation en trésorerie, mais plutôt à l'obligation d'assurer la prestation de services ou la livraison de produits. En conséquence, nous sommes d'avis que notre situation ne reflète pas un problème de liquidité, mais bien le résultat de la comptabilité requise du fait de notre modèle d'entreprise.

Dettes nettes et ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté

	30 septembre	31 décembre
(en millions de dollars américains)	2022	2021
Dettes courantes	370	-
Dettes à long terme	3 700	3 786
Total de la dette	4 070	3 786
Swaps	(31)	(99)
Total de la dette après déduction des swaps	4 039	3 687
Déduire : ajustements de juste valeur pour les instruments de couverture¹⁾	11	(10)
Total de la dette, après déduction des contrats de couverture de change	4 050	3 677
Déduire : coûts de transactions, surcotes et décotes compris dans la valeur comptable de la dette	29	33
Ajouter : obligations locatives (partie courante et non courante)	226	261
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie²⁾	(459)	(778)
Dettes nettes³⁾	3 846	3 193
Ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté		
BAIIA ajusté³⁾	2 148	1 970
Dettes nettes/BAIIA ajusté³⁾	1,8:1	1,6:1

1) Représente la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture qui sont déduits afin de refléter les sorties nettes de trésorerie à l'échéance.

2) Compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie s'élevant respectivement à 85 M\$ et à 70 M\$ au 30 septembre 2022 et au 31 décembre 2021, lesquels étaient détenus dans des filiales soumises à certaines restrictions contractuelles ou réglementaires ou encore qui exercent des activités dans des pays où des contrôles des changes et autres restrictions légales sont en vigueur, ce qui signifie qu'ils ne peuvent pas être utilisés pour les besoins généraux de l'entreprise.

3) Correspondent à des mesures financières non conformes aux IFRS. À titre d'information supplémentaire concernant notre liquidité, nous présentons le ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires sur nos mesures non conformes aux IFRS et des rapprochements de la mesure conforme aux IFRS la plus comparable.

Au 30 septembre 2022, le total de notre dette (après déduction des swaps) s'élevait à 4,0 G\$. Les dates d'échéance de nos emprunts à terme sont bien échelonnées et ne sont pas concentrées dans un exercice en particulier. Au 30 septembre 2022, la durée moyenne à courir jusqu'à l'échéance de nos emprunts à terme était d'environ huit ans et le taux d'intérêt moyen s'y appliquant (après déduction des swaps) s'établissait à un peu plus de 4 % et était entièrement fixe. Notre ratio d'endettement, qui correspond à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté, était inférieur au ratio cible de 2,5 pour 1. L'augmentation de notre dette nette est essentiellement attribuable à la hausse de notre dette à court terme, y compris nos emprunts sous forme de papier commercial, et à la diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (se reporter à la rubrique « Flux de trésorerie » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements).

Arrangements, engagements et obligations contractuelles non comptabilisés

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Éventualités » du présent rapport de gestion pour obtenir de l'information sur les garanties et autres types de soutien au crédit fournis par la société à 3 Times Square Associates LLC (« 3XSQ Associates ») en lien avec une facilité d'emprunt que 3XSQ Associates a obtenue au deuxième trimestre de 2022. Pour le sommaire des autres arrangements, engagements et obligations contractuelles non comptabilisés, il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2021. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, il ne s'est produit aucun autre changement important dans ces arrangements, engagements et obligations contractuelles.

Éventualités**Actions et réclamations en justice**

Nous sommes partie à divers litiges, réclamations, contrôles et enquêtes qui surviennent dans le cours normal des activités. Ces causes portent notamment sur les questions liées à l'emploi, les questions commerciales et les poursuites en diffamation et en violation de propriété intellectuelle. Ces procédures contre nous restent à être réglées, et leur issue demeure imprévisible. À la lumière des renseignements dont nous disposons actuellement et après consultation des avocats externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, individuellement ou globalement, ne devrait pas avoir une incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

Positions fiscales incertaines

Nous sommes assujettis à l'impôt s'appliquant dans de nombreux territoires, et nous faisons régulièrement l'objet de contrôles fiscaux par diverses autorités fiscales dans le cours normal des activités. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs dans le cours normal des activités est incertaine, car les autorités fiscales pourraient contester certaines positions fiscales et proposer des ajustements ou des changements à apporter à nos déclarations fiscales.

Nous maintenons donc des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à notre avis, reflètent de façon appropriée les risques visant la société. Ces provisions sont établies à l'aide de nos estimations les plus probables quant au montant qui devrait être payé, en fonction d'une évaluation qualitative de toutes les informations pertinentes. Lorsque cela est approprié, nous calculons la valeur attendue afin de déterminer le montant de nos provisions. Nous réévaluons ces provisions à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour vérifier si le montant est suffisant et faisons des ajustements en fonction de l'évolution des faits et des circonstances. En raison de l'incertitude associée aux contrôles fiscaux, il se peut que le passif découlant de ces contrôles ou de litiges connexes diffère de façon importante de nos provisions. Toutefois, à la lumière des lois en vigueur et des renseignements dont nous disposons et après consultation de conseillers fiscaux externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, individuellement ou collectivement, n'aura pas d'incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

Avant 2022, nous avons payé des impôts de 379 M\$ comme l'exigeaient les avis d'imposition émis par l'administration fiscale du Royaume-Uni et la HM Revenue & Customs (la « HMRC ») en vertu du régime d'impôt sur les profits détournés. En février 2022, la HMRC a émis des avis d'imposition dont le montant totalise 74 M\$, que nous avons payé en mars 2022. Ces avis, collectivement, se rapportaient aux années d'imposition 2015, 2016, 2017 et 2018 visant certaines de nos filiales actuelles et de nos anciennes filiales au Royaume-Uni. En mai 2022, en vertu du régime d'impôt sur les profits détournés, la HMRC a émis d'autres avis d'imposition se rapportant à l'année d'imposition 2016 d'un montant totalisant 9 M\$, que nous avons payé.

La HMRC dispose toujours de l'autorité statutaire de modifier les avis d'imposition pour les années d'imposition 2017 et 2018 en émettant des avis aux termes du régime d'impôt sur les profits détournés pour chaque année. Compte tenu des discussions récentes avec la HMRC, la direction croit que cette dernière pourrait émettre au cours des six prochains mois des avis d'imposition supplémentaires pour ces années d'imposition, lesquels viseraient presque exclusivement des entreprises que nous avons vendues et qui font l'objet d'ententes d'indemnisation. Si cela se produit, nous serons tenus de payer des impôts supplémentaires à la HMRC, peu après avoir reçu les avis, qui pourraient s'élever au total à 350 M\$ et qui se rapporteraient en grande partie à l'année d'imposition 2018.

Comme nous n'estimons pas que ces filiales actuelles et anciennes filiales au Royaume-Uni entrent dans le champ d'application du régime d'impôt sur les profits détournés, nous continuerons de contester ces avis d'imposition (y compris tout avis modifié par la HMRC) au moyen de tous les recours administratifs et juridiques à notre disposition et nous défendrons vigoureusement notre position. Les paiements effectués ne reflètent pas notre position quant au bien-fondé de la question. Comme ces avis d'imposition se rapportent en grande partie à des entreprises que nous avons vendues, la plupart font l'objet d'ententes d'indemnisation aux termes desquelles nous avons été ou nous serons tenus de payer des impôts supplémentaires à la HMRC ou aux contreparties aux ententes d'indemnisation.

Comme nous estimons que notre position est justifiée par la loi, nous ne pensons pas que la résolution de cette question aura une incidence significative sur notre situation financière dans son ensemble. Puisque nous nous attendons à recevoir des remboursements pour la quasi-totalité du total des montants payés et des paiements éventuels futurs en vertu de ces avis d'imposition, nous prévoyons continuer de comptabiliser la quasi-totalité de ces paiements à titre de montant non courant à recevoir de la HMRC ou de la contrepartie aux ententes d'indemnisation. Nous prévoyons que nos sources de trésorerie existantes (décrites plus haut dans la présente rubrique) seront suffisantes pour financer tout paiement additionnel requis advenant que la HMRC émette d'autres avis.

Garanties

Nous détenons une participation dans 3XSQ Associates, entité conjointement détenue par l'une de nos filiales et Rudin Times Square Associates LLC (« Rudin »), qui possède et exploite l'immeuble de bureaux situé au 3 Times Square, à New York (État de New York) (l'« immeuble »). En juin 2022, 3XSQ Associates a obtenu une facilité d'emprunt d'une durée de trois ans et d'un montant de 415 M\$ afin de refinancer sa dette existante, de financer le réaménagement de l'immeuble et de couvrir les charges d'intérêts et d'exploitation pendant la période de réaménagement. L'immeuble a été donné en garantie de l'emprunt. La société et Rudin ont fourni chacun une garantie correspondant à 50 % i) de certains montants de capital sur les emprunts et ii) des charges d'intérêts et d'exploitation. La société et Rudin ont également fourni une garantie conjointe et individuelle visant i) l'achèvement des travaux commencés et ii) les pertes du prêteur découlant d'actes interdits, que ce soit sur le plan environnemental ou autre. Afin de réduire l'exposition économique à 50 % des obligations conjointes et individuelles, la société et une entité du groupe de Rudin ont conclu une entente de dédommagement réciproque. Nous estimons que la valeur de l'immeuble devrait suffire à couvrir les obligations qui pourraient découler des garanties. Les garanties n'ont pas d'incidence sur notre capacité à emprunter des fonds aux termes de notre facilité de crédit consortiale de 1,8 G\$ ou sur le calcul de la clause restrictive connexe.

Pour un complément d'information, veuillez consulter la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel 2021, où sont détaillés les risques liés aux questions juridiques et fiscales.

Perspectives

L'information présentée dans cette rubrique est de nature prospective et doit être lue en parallèle avec la rubrique « Renseignement supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » ci-après.

Le 1^{er} novembre 2022, nous avons annoncé que nous maintenions nos perspectives pour l'ensemble des exercices 2022 et 2023, telles qu'elles ont été mises à jour en août 2022. Nos perspectives tiennent compte des répercussions prévues du programme de transformation, présument que les cours de change demeureront constants par rapport à ceux de 2021 et ne tiennent pas compte de l'incidence des acquisitions ou cessions qui pourraient survenir au cours de périodes futures. Nous pensons que ce type d'information fournit des renseignements utiles sur la performance prévue de nos activités.

En ce qui concerne nos perspectives pour 2022, nous croyons que :

- la croissance interne des produits des activités ordinaires sera d'un peu plus que 6 %;
- la marge du BAIIA ajusté sera légèrement inférieure à 35 %, du fait que nous investissons dans nos activités et absorbons les pressions inflationnistes accrues.
- les dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires se situeront à l'extrémité supérieure d'une fourchette de 7,5 % à 8,0 %;
- le taux d'impôt effectif se situera à l'extrémité inférieure d'une fourchette de 19 % à 21 %.

En ce qui concerne nos perspectives pour 2023, nous croyons que :

- la marge du BAIIA ajusté se situera à l'extrémité inférieure d'une fourchette de 39 % à 40 %, compte tenu du contexte inflationniste et des investissements que nous faisons pour faire croître nos activités;
- les dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires se situeront à l'extrémité supérieure d'une fourchette de 6,0 % à 6,5 %;
- notre taux d'impôt effectif pour 2023 sera approximativement le même que pour 2022.

Nous maintenons nos perspectives annoncées précédemment à la lumière d'informations et d'hypothèses qui nous semblent raisonnables. Nous avons l'intention de réexaminer nos perspectives pour 2023 au premier trimestre 2023 et de fournir une mise à jour lors de la publication de nos résultats du quatrième trimestre et de l'ensemble de l'exercice 2022, au début de février 2023, après avoir terminé notre processus de planification annuelle, évalué notre chiffre d'affaires net récurrent du quatrième trimestre 2022 et évalué l'impact d'autres facteurs macroéconomiques, dont l'inflation.

Le programme de transformation devrait pour l'essentiel être achevé d'ici la fin de 2022 et nécessiter un investissement de 600 M\$. Nous avons investi 295 M\$ en 2021 et nous prévoyons investir environ 305 M\$ en 2022. Nous prévoyons passer en charges environ 60 % des investissements et inscrire à l'actif environ 40 % des investissements, lesquels seront amortis au cours des périodes ultérieures. D'ici 2023, nous estimons que cette initiative nous aura procuré les avantages financiers suivants :

- Croissance interne des produits des activités ordinaires de l'ordre de 5,5 % à 6,0 %, y compris des produits des activités ordinaires annuels supplémentaires de 100 M\$;
- Marge du BAIIA ajusté se situant entre 39 % et 40 %;
- Flux de trésorerie disponibles se chiffrant entre 1,9 G\$ et 2,0 G\$;
- Économie de charges d'exploitation annuelles de 600 M\$, dont 200 M\$ devraient être réinvestis dans des initiatives de croissance;
- Dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires s'établissant entre 6,0 % et 6,5 %.

Nos perspectives commerciales pour l'exercice 2022 ont été initialement communiquées en février 2022. En mai et en août 2022, nous avons révisé nos perspectives pour l'exercice 2022 quant à la croissance des produits des activités ordinaires, en maintenant inchangées toutes les autres mesures comprises. Le 1^{er} novembre 2022, nous avons réaffirmé nos perspectives pour l'ensemble de l'exercice, telles qu'elles ont été mises à jour en août. Le tableau qui suit résume les changements apportés en 2022 à nos perspectives pour l'exercice 2022 quant à la croissance des produits des activités ordinaires.

Perspectives de croissance des produits des activités ordinaires de Thomson Reuters pour 2022			
Résultats globaux pour Thomson Reuters	Février 2022	Mai 2022	Août 2022
Croissance des produits des activités ordinaires	Environ 5,0 %	Environ 5,5 %	Environ 6,0 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires¹⁾</i>	<i>Environ 5,0 %</i>	<i>Environ 5,5 %</i>	<i>Environ 6,0 %</i>
3 grands secteurs ¹⁾	Février 2022	Mai 2022	Août 2022
Croissance des produits des activités ordinaires	6,0 % - 6,5 %	Environ 6,5 %	Environ 7,0 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>	<i>6,0 % - 6,5 %</i>	<i>Environ 6,5 %</i>	<i>Environ 7,0 %</i>

Nos perspectives pour l'exercice 2022 (mises à jour en août 2022) ainsi que les résultats pour l'exercice 2021 complet sont présentés dans le tableau qui suit, qui comprend des mesures financières non conformes aux IFRS.

Résultats globaux pour Thomson Reuters	Chiffres réels pour 2021	Perspectives pour 2022	Perspectives pour 2023
Croissance des produits des activités ordinaires	6,1 %	Environ 6,0 %	5,5 % - 6,0 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires¹⁾</i>	5,2 %	Environ 6,0 %	5,5 % - 6,0 %
Marge du BAIIA ajusté¹⁾	31,0 %	Environ 35 %	39 % - 40 %
Charges liées au siège social	325 M\$	Entre 280 M\$ et 330 M\$	Entre 110 M\$ et 120 M\$
Charges de base liées au siège social	142 M\$	Entre 120 M\$ et 130 M\$	Entre 110 M\$ et 120 M\$
Charges d'exploitation liées au programme de transformation	183 M\$	Entre 160 M\$ et 200 M\$	0 \$
Flux de trésorerie disponibles¹⁾	1,3 G\$	Environ 1,3 G\$	Entre 1,9 G\$ et 2,0 G\$
Dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires¹⁾	8,5 %	7,5 % - 8,0 %	6,0 % - 6,5 %
Dépenses d'investissement à payer liées au programme de transformation	112 M\$	Entre 100 M\$ et 140 M\$	0 \$
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels	651 M\$	Entre 620 M\$ et 645 M\$	Entre 580 M\$ et 605 M\$
Charge d'intérêts	196 M\$	Entre 190 M\$ et 210 M\$	Entre 190 M\$ et 210 M\$
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté¹⁾	13,9 %	19 % - 21 %	s. o.

3 grands secteurs ¹⁾	Chiffres réels pour 2021	Perspectives pour 2022	Perspectives pour 2023
Croissance des produits des activités ordinaires	6,9 %	Environ 7,0 %	6,5 % - 7,0 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>	6,2 %	Environ 7,0 %	6,5 % - 7,0 %
Marge du BAIIA ajusté	38,8 %	Environ 42 %	44 % - 45 %

1) Mesures financières non conformes aux IFRS. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Nous prévoyons que la croissance des produits des activités ordinaires et la marge du BAIIA ajusté pour le quatrième trimestre 2022 avoisineront les montants indiqués dans nos perspectives pour l'ensemble de l'exercice 2022.

Le tableau qui suit rend compte des principales hypothèses et des risques importants pouvant faire en sorte que le rendement réel diffère des attentes sur lesquelles reposent nos perspectives financières.

Produits des activités ordinaires	
Principales hypothèses	Risques importants
- La conjoncture macroéconomique et géopolitique incertaine continuera à perturber l'économie et à occasionner des périodes de volatilité. - Les produits et services de confiance qui aident les clients à se retrouver dans des contextes juridiques, fiscaux, comptables, réglementaires, géopolitiques et commerciaux en évolution constante, ainsi que les outils numériques infonuagiques qui stimulent la productivité, feront l'objet d'une demande soutenue. - Nous serons toujours en mesure d'offrir des produits novateurs qui répondent aux besoins changeants des clients. - Nous rallierons de nouveaux clients grâce au développement et à l'amélioration de nos plateformes numériques, à la rationalisation de notre portefeuille de produits et à d'autres initiatives de nature commerciale. - Nos efforts de simplification commerciale et les améliorations apportées au service à la clientèle nous permettront d'accroître le taux de fidélisation.	- L'incertitude entourant l'économie mondiale causée par le conflit entre la Russie et l'Ukraine et les sanctions gouvernementales connexes, la pandémie de COVID-19 actuelle, la réforme de la réglementation ainsi que les bouleversements politiques connexes et d'autres événements pourraient exacerber l'inflation mondiale, les problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement et les facteurs macroéconomiques, ce qui pourrait donner lieu à un contexte économique sans précédent susceptible de durer beaucoup plus longtemps que prévu. Ces facteurs pourraient se traduire par des occasions d'affaires limitées pour nos clients, ce qui exercerait des pressions importantes sur les coûts pour certains d'entre eux et pourrait éventuellement les contraindre à réduire le nombre de professionnels qu'ils emploient, ce qui pourrait entraîner une contraction de la demande à l'égard de nos produits et services. - Les perturbations associées à la pandémie de COVID-19, notamment les quarantaines imposées et les ordonnances de confinement à la maison par les gouvernements, pourraient durer plus longtemps que nous ne le prévoyons ou être plus restrictives advenant de nouvelles éclosions et résurgences du virus, ce qui repousserait à plus tard le redressement de l'économie mondiale. - L'évolution des habitudes d'achat des clients ou notre incapacité de mettre en œuvre des initiatives clés en matière de conception de produits ou de service à la clientèle pourraient entraîner une diminution de la demande pour nos produits et services. - La concurrence des prix et la création de nouveaux produits pourraient avoir une incidence sur nos produits des activités ordinaires. - Nos initiatives relatives aux ventes, à la simplification commerciale et à la conception de produits pourraient être insuffisantes pour fidéliser les clients ou générer de nouvelles ventes.
Marge du BAIIA ajusté	
Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre nos cibles de croissance des produits des activités ordinaires. - Les produits à croissance élevée occuperont une partie de plus en plus importante de nos activités. - Les charges liées au programme de transformation seront de l'ordre de 160 M\$ à 200 M\$ en 2022. - Les investissements dans le programme de transformation donneront lieu à une hausse de la marge du BAIIA ajusté en faisant augmenter les produits des activités ordinaires et les efficacités d'ici 2023.	- Voir les risques ci-dessus se rapportant aux perspectives en matière de produits des activités ordinaires. - Le coût de mise en œuvre de notre programme de transformation pourrait dépasser les prévisions actuelles, ou les avantages attendus d'ici 2023 pourraient être inférieurs aux prévisions. - Les activités d'acquisition et de cession pourraient diluer la marge du BAIIA ajusté.

Flux de trésorerie disponibles	
Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre nos cibles de produits des activités ordinaires et de marge du BAIIA ajusté. - Les dépenses d'investissement à payer devraient représenter entre 7,5 % et 8,0 % des produits des activités ordinaires pour 2022 et entre 6,0 % et 6,5 % des produits des activités ordinaires pour 2023.	- Voir les risques ci-dessus concernant les perspectives relatives aux produits des activités ordinaires et à la marge du BAIIA ajusté. - L'affaiblissement de la situation macroéconomique pourrait avoir une incidence défavorable sur le fonds de roulement, y compris sur la capacité de nos clients à nous payer. - Les dépenses d'investissement à payer pourraient être supérieures aux prévisions. - Le moment et le montant des paiements d'impôt aux gouvernements pourraient différer par rapport aux prévisions.
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté	
Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre notre cible de BAIIA ajusté. - Aucun changement important ne sera apporté aux taux s'appliquant dans les divers territoires où les résultats avant impôt ont été comptabilisés en 2021. - Des changements minimes pourraient être apportés aux lois et conventions fiscales en vigueur s'appliquant à nous. - Il n'y aura aucun profit significatif qui pourrait empêcher l'imposition de certains impôts minimums. - Il ne découlera aucun avantage important de la finalisation des années d'imposition antérieures. - La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels sera de l'ordre de 620 M\$ à 645 M\$ pour 2022. - La charge d'intérêts sera de l'ordre de 190 M\$ à 210 M\$ pour 2022.	- Voir les risques ci-dessus concernant le BAIIA ajusté. - La répartition géographique du résultat avant impôt pourrait changer de manière importante. - Les lois et conventions fiscales en vigueur s'appliquant à nous pourraient faire l'objet de changements importants auxquels nous ne nous attendions pas. - La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels et la charge d'intérêts pourraient être beaucoup plus élevées ou beaucoup moins élevées que prévu.

Nos perspectives font état de plusieurs mesures financières non conformes aux IFRS. Nous sommes d'avis que la présentation de rapprochements des mesures financières non conformes aux IFRS sous-jacentes à nos perspectives pourrait s'avérer trompeuse et peu pratique en raison de la difficulté à prévoir des éléments qui ne sont pas représentatifs des activités courantes pour toute période à venir. L'ampleur de ces éléments pourrait être importante. Par conséquent, pour les besoins de ces perspectives seulement, il ne nous est pas possible de rapprocher ces mesures aux mesures conformes aux IFRS les plus comparables, car nous ne pouvons prévoir, avec une certitude raisonnable, l'effet des variations des cours de change sur : i) la conversion de nos résultats présentés selon les cours de change moyens de l'exercice, et ii) d'autres produits financiers ou charges financières liés aux accords de financement intragroupe et aux contrats de change. Nous ne pouvons non plus prévoir avec une certitude raisonnable i) notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, qui est assujettie à la variation du cours des actions de LSEG, ni ii) la réalisation ou le montant d'autres profits et pertes d'exploitation, qui découlent généralement de transactions commerciales que nous ne prévoyons pas actuellement.

Transactions entre parties liées

Au 1^{er} novembre 2022, Woodbridge, notre actionnaire principal, détenait en propriété réelle environ 68 % de nos actions ordinaires.

Transactions avec 3XSQ Associates

Notre participation dans 3XSQ Associates est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, nous avons fait un apport de 10 M\$ en trésorerie en vertu d'appels de fonds, et versé un apport en nature de 15 M\$ représentant la juste valeur des garanties fournies dans le cadre de la facilité d'emprunt de 415 M\$ obtenue par 3XSQ Associates (se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement – Éventualités » du présent rapport de gestion pour plus d'information à ce sujet). Nous avons également payé un loyer d'environ 5 M\$ à 3XSQ Associates pour des locaux de bureau dans l'immeuble.

Transactions avec YPL

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, nous avons reçu de YPL des dividendes de 87 M\$ qui reflètent la quote-part des dividendes liés à notre participation dans LSEG ainsi qu'un montant de 24 M\$ lié à la participation de YPL dans le programme de rachat d'actions de LSEG (se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation – Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence » du présent rapport de gestion pour plus d'information à ce sujet). En octobre 2022, nous avons reçu un montant supplémentaire de 9 M\$ lié à la participation de YPL dans le programme de rachat d'actions de LSEG.

À l'exception des transactions susmentionnées, aucune nouvelle transaction entre parties liées d'importance n'a eu lieu au cours des neuf premiers mois de 2022. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » du rapport de gestion annuel de 2021 figurant dans notre rapport annuel 2021, de même qu'à la note 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2021 pour des informations au sujet des transactions entre parties liées.

Événements postérieurs à la date de clôture

Aucun événement important n'est survenu après le 30 septembre 2022 et jusqu'à la date du présent rapport de gestion.

Changements touchant les méthodes comptables

Pour un obtenir de l'information sur les changements touchant les méthodes comptables, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Changements touchant les méthodes comptables » de notre rapport de gestion annuel de 2021, lequel figure dans notre rapport annuel 2021. Depuis la date de notre rapport de gestion annuel de 2021, nos méthodes comptables n'ont pas changé de manière importante.

Estimations comptables et jugements critiques

La préparation des états financiers impose à la direction de faire des estimations et d'exercer son jugement à l'égard d'événements futurs. Les estimations et les jugements sont constamment remis en question. Ils se fondent sur l'expérience passée et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs raisonnables dans les circonstances. Pour un complément d'information, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations comptables et jugements critiques » de notre rapport de gestion annuel de 2021, lequel figure dans notre rapport annuel 2021. Depuis la date de notre rapport de gestion annuel de 2021, nos estimations comptables et nos jugements critiques n'ont pas changé de manière importante.

Nous continuons d'exercer nos activités dans un contexte macroéconomique et géopolitique marqué par l'incertitude. Pour lutter contre la forte inflation, les banques centrales ont relevé de façon marquée les taux d'emprunt à court terme. Les effets persistants de la COVID-19, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et l'invasion militaire russe en Ukraine sont autant de facteurs supplémentaires qui créent des tensions sur la croissance économique et les marchés financiers. Nous suivons de près l'évolution de la conjoncture macroéconomique et géopolitique afin d'évaluer les répercussions potentielles sur nos secteurs d'activité. Étant donné la grande incertitude suscitée par ces circonstances, certaines estimations et certains jugements formulés par la direction sont plus susceptibles de varier et pourraient changer de façon importante dans l'avenir.

Renseignements supplémentaires

Base de présentation

Retraitement des résultats sectoriels

Au premier trimestre de 2022, nous avons apporté deux changements à l'information sectorielle présentée pour tenir compte de la façon dont nous gérons nos activités. Les changements visent à : i) rendre compte du virement de certains produits des activités ordinaires du secteur Grandes sociétés vers le secteur Fiscalité et comptabilité, auquel ils correspondent davantage; et ii) comptabiliser les produits des activités ordinaires intragroupe dans les résultats de Reuters News pour les services liés au contenu offerts aux secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés, et Fiscalité et comptabilité. Auparavant, ces services étaient comptabilisés en tant que virement de charges de Reuters News vers ces entreprises. Ces changements influent sur les résultats financiers de nos secteurs, mais n'ont pas d'incidence sur nos résultats financiers consolidés. Le tableau ci-après résume ces changements pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021 :

(en millions de dollars américains)	Trimestre clos le 30 septembre 2021		Période de neuf mois close le 30 septembre 2021			
	Chiffres présentés	Ajustements	Chiffres retraités	Chiffres présentés	Ajustements	Chiffres retraités
Produits des activités ordinaires						
Professionnels du droit	682	-	682	2 023	-	2 023
Grandes sociétés	356	(2)	354	1 088	(6)	1 082
Fiscalité et comptabilité	175	2	177	597	6	603
3 grands secteurs pris collectivement ¹⁾	1 213	-	1 213	3 708	-	3 708
Reuters News	164	5	169	492	15	507
Publications mondiales	149	-	149	439	-	439
Éliminations/arrondissement	-	(5)	(5)	(1)	(15)	(16)
Produits des activités ordinaires	1 526	-	1 526	4 638	-	4 638
BAIIA ajusté						
Professionnels du droit	288	-	288	852	-	852
Grandes sociétés	131	(1)	130	407	(4)	403
Fiscalité et comptabilité	49	1	50	219	4	223
3 grands secteurs pris collectivement ¹⁾	468	-	468	1 478	-	1 478
Reuters News	25	-	25	88	-	88
Publications mondiales	52	-	52	165	-	165
Charges liées au siège social	(87)	-	(87)	(213)	-	(213)
BAIIA ajusté ¹⁾	458	-	458	1 518	-	1 518

1) Mesures financières non conformes aux IFRS. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Après avoir évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information (au sens où l'entendent les lois sur les valeurs mobilières pertinentes des États-Unis et du Canada) en date de la fin de la période considérée dans le présent rapport de gestion, notre chef de la direction et notre chef de la direction financière ont conclu que nos contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces et permettaient de garantir que tous les renseignements que nous devons fournir dans les rapports que nous déposons ou transmettons en vertu de la loi intitulée *Securities Exchange Act* des États-Unis et des lois sur les valeurs mobilières canadiennes pertinentes sont i) enregistrés, traités, condensés et présentés dans les délais prévus dans les règles et formulaires de la SEC et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et ii) recueillis, puis communiqués à notre direction, y compris au chef de la direction et au chef de la direction financière, afin que des décisions concernant la communication de l'information exigée puissent être prises en temps opportun.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de la mise en place et du maintien d'un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière au troisième trimestre de 2022 qui a eu ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Capital-actions

Au 1^{er} novembre 2022, 479 394 746 actions ordinaires, 6 000 000 d'actions privilégiées de série II, 2 105 961 options sur actions et un total de 2 276 182 unités d'actions de négociation restreinte temporelles et unités d'actions de négociation liées au rendement étaient en circulation ou en cours. Nous avons en outre émis une action de fondateur de Thomson Reuters Founders Share Company, qui permet à cette société d'exercer un droit de vote extraordinaire visant à préserver les principes de confiance de Thomson Reuters.

Dépôts de documents auprès des autorités compétentes et informations réglementaires

Le lecteur est invité à prendre connaissance d'autres renseignements sur notre société, notamment dans le rapport annuel 2021 (qui comprend l'information devant être présentée dans la notice annuelle) et d'autres documents d'information, rapports, états, etc., que nous déposons auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com) et auprès de la Securities and Exchange Commission (« SEC ») des États-Unis à l'adresse www.sec.gov.

Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs

Certains énoncés formulés dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs, dont les énoncés ayant trait aux perspectives commerciales trimestrielles et sur deux ans, les attentes concernant le programme de transformation, les énoncés concernant l'intention de la société de cibler un ratio de distribution se situant entre 50 % et 60 % de ses flux de trésorerie disponibles, les énoncés concernant la croissance future attendue de nos secteurs ou activités axés sur le client, les attentes de la société en ce qui a trait à l'évolution de la législation fiscale canadienne, les attentes de la société concernant les rachats d'actions et les attentes concernant la réception d'avis supplémentaires de la HMRC en vertu du régime d'impôt sur les profits détournés et leur montant. Ces énoncés se caractérisent par l'emploi d'expressions comme « s'attendre à », « estimer », « croire », « cibler », « avoir l'intention », « prévoir », « projeter » et d'autres expressions analogues, ainsi que l'emploi du futur et du conditionnel. Bien que nous croyions que les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion reposent sur des fondements raisonnables, ils ne sont pas garants du rendement ou des résultats futurs, et rien ne garantit que tout autre événement décrit dans les énoncés prospectifs se concrétisera. Ces énoncés prospectifs sont assujettis à un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'hypothèses pouvant entraîner un écart significatif entre les résultats ou les événements réels et les attentes actuelles. Nombre de ces risques, incertitudes et hypothèses sont indépendants de la volonté de la société, et il peut être difficile d'en prédire les effets. En particulier, au cours du dernier trimestre, l'économie mondiale a connu des perturbations importantes engendrées par les inquiétudes concernant les répercussions économiques liées au contexte macroéconomique et aux risques géopolitiques continus. Une détérioration de l'économie mondiale ou du contexte commercial pourrait nuire à la capacité de la société de réaliser ses perspectives et se répercuter sur ses résultats et autres attentes.

Certains résultats ou événements réels pourraient différer sensiblement des attentes actuelles énoncées précédemment à la rubrique « Perspectives ». D'autres facteurs sont exposés à la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel 2021 et dans des documents que Thomson Reuters dépose de temps à autre auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou qu'elle leur fournit. Bon nombre de ces risques sont, et pourraient être, exacerbés par toute dégradation du contexte géopolitique, commercial et économique à l'échelle mondiale. Rien ne garantit que les énoncés prospectifs se concrétiseront.

Les perspectives commerciales sur deux ans de la société sont fondées sur les renseignements dont elle dispose à l'heure actuelle et sur diverses hypothèses internes et externes formulées par la direction à la lumière de son expérience et de sa perception des tendances antérieures, de la situation actuelle et des faits attendus dans l'avenir (y compris ceux qui se rapportent au conflit entre la Russie et l'Ukraine et à la pandémie de COVID-19), de même que sur d'autres facteurs que la direction juge pertinents dans les circonstances.

Les perspectives commerciales de la société ont pour but de fournir de l'information au sujet des prévisions actuelles pour les périodes présentées. Elles peuvent ne pas convenir à d'autres fins. Le lecteur ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs, qui ne visent qu'à exprimer les attentes à la date du présent rapport de gestion. Sauf dans la mesure exigée par les lois applicables, Thomson Reuters décline toute responsabilité de mettre à jour ou de modifier des énoncés prospectifs.

Annexe A

Mesures financières non conformes aux IFRS

Nous utilisons des mesures financières non conformes aux IFRS, notamment des ratios qui tiennent compte d'une ou de plusieurs mesures financières non conformes aux IFRS, à titre d'indicateurs supplémentaires de notre performance d'exploitation et de notre situation financière, de même que pour la planification interne, nos programmes de rémunération incitative de la direction et l'établissement de nos perspectives commerciales. Ces mesures n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et, par conséquent, il est peu probable que leur calcul soit comparable au calcul de mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le 31 décembre 2021, nous avons modifié le mode de présentation des dépenses d'investissement utilisées dans certaines de nos mesures financières non conformes aux IFRS. Par le passé, nous utilisions les dépenses d'investissement payées à partir de notre tableau consolidé des flux de trésorerie évaluées conformément aux IFRS. Cependant, puisque nous gérons les dépenses d'investissement selon la méthode de la comptabilité d'exercice, selon laquelle les dépenses d'investissement qui n'ont pas été réglées à la date de clôture sont prises en compte, nous croyons qu'il est plus approprié d'avoir recours aux dépenses d'investissement à payer dans ces mesures. Cette modification donne lieu à une nouvelle mesure financière non conforme aux IFRS, soit les « dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires ». Nous avons retraité les montants du troisième trimestre de 2021 dans le rapport de gestion.

Au 30 septembre 2022, nous avons modifié notre définition du BAIIA ajusté et du résultat ajusté afin d'exclure l'incidence de l'obligation d'évaluer à la juste valeur les produits différés acquis. Selon les règles des IFRS, lors de l'acquisition d'une entreprise, un acheteur ne peut pas comptabiliser dans son état du résultat net post-acquisition le montant intégral des produits différés initialement comptabilisés par le vendeur. Cette exigence crée des distorsions dans la comparabilité d'une période à l'autre. Nous croyons que les changements apportés à nos mesures élimineront ces distorsions. Les montants des périodes précédentes n'ont pas été révisés puisque l'incidence était négligeable.

Dans le tableau qui suit, nous décrivons les mesures financières non conformes aux IFRS que nous utilisons et expliquons pourquoi, à notre avis, ces mesures sont utiles à l'évaluation de notre performance. Des rapprochements avec les mesures des IFRS les plus directement comparables sont présentés à l'annexe B et à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion.

Notre définition	Motifs de l'utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
BAIIA ajusté et marge connexe		
Cette mesure représente le bénéfice ou la perte lié aux activités poursuivies avant l'incidence de la charge ou du produit d'impôt, du montant net de la charge d'intérêts, des autres charges financières ou produits financiers, de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles, des logiciels et des autres immobilisations incorporelles identifiables, de notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, des autres profits et pertes d'exploitation, de certaines pertes de valeur d'actifs et des ajustements de juste valeur, y compris ceux liés aux produits différés acquis. La marge connexe correspond au BAIIA ajusté exprimé en pourcentage des produits des activités ordinaires. Pour les besoins de ce calcul, les produits des activités ordinaires ne tiennent pas compte des ajustements de juste valeur apportés aux produits différés acquis.	Fournit une base d'évaluation cohérente de la rentabilité d'exploitation et des tendances de performance en excluant les éléments que nous ne considérons pas comme des activités contrôlables aux fins de cette évaluation. Représente également une mesure fréquemment présentée et utilisée par les investisseurs comme paramètre d'évaluation, qui permet aussi d'évaluer notre capacité de contracter des dettes et d'en assurer le service.	Bénéfice (perte) lié aux activités poursuivies
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer et marge connexe		
Cette mesure représente le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer, où les dépenses d'investissement à payer comprennent les montants non réglés à la date de clôture. La marge connexe correspond au BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires. Pour les besoins de ce calcul, les produits des activités ordinaires ne tiennent pas compte des ajustements de juste valeur apportés aux produits différés acquis.	Fournit, en une seule mesure, une base d'évaluation de la rentabilité d'exploitation et de l'intensité de capital. Cette mesure tient compte des investissements, que ceux-ci soient passés en charges ou incorporés à l'actif, et représente la base sur laquelle la direction évalue les dépenses d'investissement.	Bénéfice (perte) lié aux activités poursuivies

Notre définition	Motifs de l'utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
Dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires		
Dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires. Pour les besoins de ce calcul, les produits des activités ordinaires ne tiennent pas compte des ajustements de juste valeur apportés aux produits différés acquis.	Représente la base sur laquelle nous gérons les dépenses d'investissement aux fins de notre budgétisation interne.	Dépenses d'investissement
Résultat ajusté et résultat ajusté par action		
Bénéfice ou perte net y compris les dividendes déclarés sur les actions privilégiées, mais exclusion faite de l'incidence après impôt des ajustements de juste valeur, y compris ceux liés aux produits différés acquis, de la dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables, des autres profits et pertes d'exploitation, de certaines pertes de valeur des actifs, des autres charges financières ou produits financiers, de notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, des activités abandonnées et des autres éléments ayant une incidence sur la comparabilité.	Procurent une base plus comparable pour l'analyse du résultat. Ces mesures sont utilisées couramment par les actionnaires pour l'évaluation de la performance.	Bénéfice (perte) net et résultat dilué par action
Le montant après impôt de chaque élément est exclu du calcul du résultat ajusté en fonction des règles fiscales et des taux d'imposition appropriés à la nature et au territoire de chaque élément.		
Le résultat ajusté par action est calculé à partir du résultat ajusté au moyen du nombre moyen pondéré d'actions servant au calcul du résultat dilué par action et ne représente pas le bénéfice ou la perte attribuable aux actionnaires.		
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté		
Charge d'impôt ajustée divisée par le résultat ajusté avant impôt. La charge d'impôt ajustée est calculée comme (le produit) la charge d'impôt augmenté ou diminué de l'incidence fiscale de tous les postes ayant une incidence sur le résultat ajusté (ainsi qu'il est décrit ci-dessus) et des autres éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité.	Procure une base permettant l'analyse des taux d'impôt effectifs associés au résultat ajusté.	(Charge) produit d'impôt
Pour les périodes intermédiaires, nous apportons aussi un ajustement visant à refléter l'impôt en fonction des taux effectifs estimés pour l'exercice dans son ensemble. Le résultat conforme aux IFRS pour les périodes intermédiaires reflète l'impôt établi aux taux d'impôt effectifs estimés de chacun des territoires où nous exerçons nos activités. L'ajustement non conforme aux IFRS permet de répartir l'impôt estimé pour l'exercice dans son ensemble entre les périodes intermédiaires, mais il n'a pas d'effet sur le montant de la charge d'impôt de l'exercice.	Parce que la répartition géographique du résultat avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle pour l'exercice complet, notre taux d'impôt effectif calculé conformément aux IFRS par trimestre peut être plus volatil. Nous estimons donc que l'utilisation du taux d'impôt effectif annualisé prévu accroît la comparabilité des résultats des périodes intermédiaires.	

Notre définition	Motifs de l'utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
Dette nette et ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté		
Dette nette : Dette totale (compte non tenu des coûts de transactions non amortis, des surcotes ou décotes connexes) plus la composante change de la juste valeur des instruments de couverture connexes et les obligations locatives, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie.	Procure une mesure couramment utilisée pour évaluer le niveau d'endettement de la société. Étant donné que nous couvrons une partie de notre dette pour réduire le risque, nous tenons compte des instruments de couverture puisque nous estimons qu'ils permettent de mieux mesurer l'ensemble des obligations rattachées à notre dette en cours. Cependant, comme nous prévoyons généralement conserver la dette et les instruments de couverture qui s'y rattachent jusqu'à l'échéance, nous ne tenons pas compte de la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture dans nos calculs. Nous retranchons la trésorerie et les équivalents de trésorerie du montant brut de la dette.	Total de la dette (dette courante plus dette à long terme)
Dette nette sur le BAIIA ajusté : La dette nette est divisée par le BAIIA ajusté pour la période de douze mois précédente se clôturant avec le trimestre à l'étude.	Procure une mesure couramment utilisée de la capacité d'une société à rembourser sa dette. Notre mesure non conforme aux IFRS est en phase avec le calcul de notre cible interne et est plus prudente que le ratio maximal permis aux termes des clauses restrictives de notre facilité de crédit.	Pour le BAIIA ajusté, voir la définition précédente pour connaître la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.
Flux de trésorerie disponibles		
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation, produit des cessions d'immobilisations corporelles et autres activités d'investissement, diminués des dépenses d'investissement, des paiements au titre du capital des contrats de location et des dividendes versés sur nos actions privilégiées.	Facilitent l'évaluation de notre capacité à long terme de créer de la valeur pour nos actionnaires parce qu'il s'agit de la trésorerie disponible pour rembourser la dette, verser des dividendes sur les actions ordinaires et financer les rachats d'actions et les acquisitions.	Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation
Variations avant effet du change ou « en devises constantes »		
Mesures applicables lorsque les variations sont présentées avant l'effet du change ou « en devises constantes »	Améliorent la comparabilité des tendances qu'affichent les activités d'une période à l'autre.	Pour chaque mesure et ratio non conforme aux IFRS, voir les définitions précédentes pour connaître la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.
Mesures conformes aux IFRS : • Produits des activités ordinaires • Charges d'exploitation		
Mesures et ratios non conformes aux IFRS : • BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté • Résultat ajusté par action		
Notre monnaie de présentation est le dollar américain. Toutefois, nous exerçons des activités dans des monnaies autres que le dollar américain. Nous évaluons notre performance avant l'effet du change (ou « en devises constantes »), c'est-à-dire que nous appliquons les mêmes cours de change aux montants de la période considérée et de la période comparable précédente. Pour calculer l'effet du change sur une période par rapport à une autre, nous convertissons les résultats libellés en monnaie locale de la période considérée et de la période correspondante de l'exercice précédent en nous servant du même cours de change.		

Notre définition	Motifs de l'utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
Variations des produits des activités ordinaires calculées sur une base « interne » Mesure reflétant les variations des produits des activités ordinaires issus de nos activités actuelles en devises constantes. Elle exclut la distorsion liée aux acquisitions et aux cessions d'entreprises attribuable au fait que nous n'étions pas les propriétaires de l'entreprise au cours des deux périodes comparatives. - Nous calculons la croissance interne liée aux acquisitions comme si nous avions détenu l'entreprise acquise au cours des deux périodes. Nous comparons les produits des activités ordinaires de l'entreprise acquise pour la période au cours de laquelle nous détenions cette entreprise avec les produits des activités ordinaires de cette entreprise pour la période correspondante de l'exercice précédent au cours de laquelle elle n'était pas détenue par la société. - Nous calculons la croissance interne liée aux cessions comme si nous n'avions pas détenu l'entreprise au cours des deux périodes. Nous ne tenons pas compte des produits des activités ordinaires de l'entreprise cédée à compter de la cession ni des produits des activités ordinaires de la période correspondante de l'exercice précédant la vente.		
3 grands secteurs		
Nos secteurs regroupés Professionnels du droit, Grandes sociétés, et Fiscalité et comptabilité. Toutes les mesures présentées pour les 3 grands secteurs sont des mesures financières non conformes aux IFRS.	Les 3 grands secteurs engendrent environ 80 % des produits des activités ordinaires et représentent l'essentiel de nos services d'information pour entreprises.	Produits des activités ordinaires Bénéfice (perte) lié aux activités poursuivies

Annexe B

La présente annexe fournit des rapprochements de certaines mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables qui ne sont pas présentés ailleurs dans le présent rapport de gestion pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2022 et 2021 et l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Rapprochement du bénéfice (de la perte) lié aux activités poursuivies, du BAIIA ajusté et du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2022	2021	2022	2021	2021
Bénéfice (perte) lié aux activités poursuivies	265	(241)	1 212	5 864	5 687
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :					
Charge (produit) d'impôt	8	(161)	156	1 722	1 607
Autres produits financiers	(448)	(34)	(862)	(30)	(8)
Charge d'intérêts, montant net	48	46	145	146	196
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	25	29	76	90	119
Dotation aux amortissements des logiciels	119	119	354	356	474
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	34	40	110	128	177
BAIIA	51	(202)	1 191	8 276	8 252
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :					
Quote-part de la perte (du bénéfice) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	525	672	552	(6 717)	(6 240)
Autres profits d'exploitation, montant net	(25)	(4)	(26)	(35)	(34)
Ajustements de juste valeur ¹⁾	(16)	(8)	(21)	(6)	(8)
BAIIA ajusté	535	458	1 696	1 518	1 970
Déduire : dépenses d'investissement à payer	(144)	(130)	(407)	(364)	(541)
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer	391	328	1 289	1 154	1 429
Marge du BAIIA ajusté	34,0 %	30,0 %	34,9 %	32,7 %	31,0 %
Marge du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer	24,8 %	21,5 %	26,5 %	24,9 %	22,5 %

1) Les ajustements de juste valeur représentent essentiellement les profits et pertes sur les soldes intragroupe survenant dans le cours normal des activités attribuables aux variations des cours de change, qui sont des composantes des charges d'exploitation.

Rapprochement des dépenses d'investissement et des dépenses d'investissement à payer

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains)	2022	2021	2022	2021	2021
Dépenses d'investissement	152	131	460	364	487
Déduire : ajustement conforme aux IFRS de la comptabilité de trésorerie	(8)	(1)	(53)	-	54
Dépenses d'investissement à payer	144	130	407	364	541
Dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	8,5 %

Rapprochement du bénéfice (de la perte) net, du résultat ajusté et du résultat ajusté par action

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les données sur les actions)	2022	2021	2022	2021	2021
Bénéfice (perte) net	228	(240)	1 120	5 864	5 689
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :					
Ajustements de juste valeur ¹⁾	(16)	(8)	(21)	(6)	(8)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	25	29	76	90	119
Autres profits d'exploitation, montant net	(25)	(4)	(26)	(35)	(34)
Autres produits financiers	(448)	(34)	(862)	(30)	(8)
Quote-part de la perte (du bénéfice) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	525	672	552	(6 717)	(6 240)
Impôt sur les éléments ci-dessus ²⁾	(51)	(174)	-	1 616	1 475
Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité ²⁾	-	(4)	(45)	(15)	(24)
Perte (bénéfice) lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	37	(1)	92	-	(2)
Normalisation du taux d'impôt effectif de la période intermédiaire²⁾	-	(8)	3	(10)	-
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	(1)	(1)	(2)	(2)	(2)
Résultat ajusté	274	227	887	755	965
Résultat ajusté par action	0,57 \$	0,46 \$	1,82 \$	1,52 \$	s. o.
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires (en millions)³⁾	483,9	495,9	486,3	496,6	s. o.

Le taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté est calculé comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains, sauf les pourcentages)	2021
Résultat ajusté	965
Ajouter : dividendes déclarés sur les actions privilégiées	2
Ajouter : charge d'impôt sur le résultat ajusté	156
Résultat ajusté avant impôt	1 123
Charge d'impôt conforme aux IFRS	1 607
Déduire l'impôt au titre de ce qui suit :	
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	26
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(1 497)
Autres profits d'exploitation, montant net	(9)
Autres éléments	5
Total partiel – Éléments avant impôt déduits du résultat ajusté	(1 475)
Déduire : Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité	24
Total : Déduire tous les éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité	(1 451)
Charge d'impôt sur le résultat ajusté	156
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté	13,9 %

- 1) Les ajustements de juste valeur représentent essentiellement les profits et pertes sur les soldes intragroupe survenant dans le cours normal des activités attribuables aux variations des cours de change, qui sont des composantes des charges d'exploitation.
- 2) Pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2022 et 2021, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation – Charge (produit) d'impôt » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements.
- 3) Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, se reporter à la rubrique « Rapprochement du nombre moyen pondéré dilué d'actions entrant dans le calcul du résultat ajusté par action » dans la présente annexe.

Rapprochement des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie disponibles

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains)	2022	2021	2022	2021	2021
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	531	534	1 239	1 376	1 773
Dépenses d'investissement	(152)	(131)	(460)	(364)	(487)
Autres activités d'investissement	25	3	87	56	81
Paievements au titre du capital des contrats de location	(17)	(22)	(50)	(65)	(109)
Dividendes versés sur les actions privilégiées	(1)	(1)	(2)	(2)	(2)
Flux de trésorerie disponibles	386	383	814	1 001	1 256

Rapprochement des variations des produits des activités ordinaires et des variations des produits des activités ordinaires, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (croissance interne)¹⁾

	Trimestres clos les 30 septembre						
				Variation			
(en millions de dollars américains)	2022	2021	Total	Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions/ cessions	Croissance interne
Produits des activités ordinaires							
Professionnels du droit	701	682	3 %	(2) %	5 %	-	6 %
Grandes sociétés	373	354	5 %	(2) %	7 %	-	7 %
Fiscalité et comptabilité	190	177	7 %	(1) %	8 %	(1) %	9 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 264	1 213	4 %	(2) %	6 %	-	6 %
Reuters News	171	169	1 %	(4) %	5 %	-	5 %
Publications mondiales	146	149	(3) %	(2) %	-	-	-
Éliminations/arrondissement	(7)	(5)					
Total des produits des activités ordinaires	1 574	1 526	3 %	(2) %	5 %	-	6 %
Produits récurrents							
Professionnels du droit	658	634	4 %	(2) %	6 %	-	6 %
Grandes sociétés	330	307	8 %	(2) %	9 %	-	9 %
Fiscalité et comptabilité	158	149	6 %	(2) %	8 %	(1) %	9 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 146	1 090	5 %	(2) %	7 %	-	8 %
Reuters News	152	148	2 %	(4) %	6 %	-	6 %
Éliminations/arrondissement	(7)	(5)					
Total des produits récurrents	1 291	1 233	5 %	(2) %	7 %	-	7 %
Produits tirés des transactions							
Professionnels du droit	43	48	(10) %	-	(10) %	(3) %	(7) %
Grandes sociétés	43	47	(9) %	(2) %	(7) %	-	(7) %
Fiscalité et comptabilité	32	28	11 %	(1) %	12 %	-	12 %
3 grands secteurs pris collectivement	118	123	(5) %	(1) %	(4) %	(1) %	(3) %
Reuters News	19	21	(10) %	(6) %	(4) %	-	(4) %
Total des produits tirés des transactions	137	144	(5) %	(2) %	(4) %	(1) %	(3) %

1) Les pourcentages de croissance sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement des variations des produits des activités ordinaires et des variations des produits des activités ordinaires, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (croissance interne)¹⁾

(en millions de dollars américains)	Périodes de neuf mois closes les 30 septembre						
	Variation						Croissance interne
	2022	2021	Total	Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions/ cessions	
Produits des activités ordinaires							
Professionnels du droit	2 099	2 023	4 %	(1) %	5 %	-	6 %
Grandes sociétés	1 157	1 082	7 %	(1) %	8 %	-	8 %
Fiscalité et comptabilité	660	603	9 %	(1) %	10 %	-	10 %
3 grands secteurs pris collectivement	3 916	3 708	6 %	(1) %	7 %	-	7 %
Reuters News	535	507	5 %	(3) %	9 %	-	9 %
Publications mondiales	430	439	(2) %	(2) %	(1) %	-	(1) %
Éliminations/arrondissement	(19)	(16)				-	
Total des produits des activités ordinaires	4 862	4 638	5 %	(1) %	6 %	-	6 %
Produits récurrents							
Professionnels du droit	1 967	1 881	5 %	(1) %	6 %	-	6 %
Grandes sociétés	968	898	8 %	(1) %	9 %	-	9 %
Fiscalité et comptabilité	507	463	9 %	(1) %	10 %	-	10 %
3 grands secteurs pris collectivement	3 442	3 242	6 %	(1) %	7 %	-	8 %
Reuters News	459	446	3 %	(3) %	5 %	-	5 %
Éliminations/arrondissement	(19)	(16)					
Total des produits récurrents	3 882	3 672	6 %	(1) %	7 %	-	7 %
Produits tirés des transactions							
Professionnels du droit	132	142	(7) %	(1) %	(6) %	(2) %	(3) %
Grandes sociétés	189	184	3 %	(1) %	4 %	-	4 %
Fiscalité et comptabilité	153	140	9 %	-	9 %	-	9 %
3 grands secteurs pris collectivement	474	466	2 %	(1) %	2 %	(1) %	3 %
Reuters News	76	61	26 %	(6) %	31 %	-	31 %
Total des produits tirés des transactions	550	527	4 %	(1) %	6 %	(1) %	6 %

Rapprochement des variations des produits des activités ordinaires et des variations des produits des activités ordinaires, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (croissance interne)¹⁾

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre						
	Variation						Croissance interne
	2021 ²⁾	2020 ²⁾	Total	Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions/ cessions	
Produits des activités ordinaires							
Professionnels du droit	2 712	2 535	7 %	1 %	6 %	-	6 %
Grandes sociétés	1 440	1 361	6 %	1 %	5 %	-	5 %
Fiscalité et comptabilité	915	842	9 %	-	9 %	-	9 %
3 grands secteurs pris collectivement	5 067	4 738	7 %	1 %	6 %	-	6 %
Reuters News	694	645	8 %	1 %	7 %	-	7 %
Publications mondiales	609	620	(2) %	1 %	(3) %	-	(3) %
Éliminations/arrondissement	(22)	(19)				-	
Total des produits des activités ordinaires	6 348	5 984	6 %	1 %	5 %	-	5 %

1) Les pourcentages de croissance sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

2) Chiffres retraités pour tenir compte des changements apportés à l'information sectorielle au premier trimestre de 2022.

Rapprochement des variations du BAIIA ajusté et de la marge connexe, des charges d'exploitation consolidées et du résultat ajusté par action consolidé, compte non tenu de l'effet du change¹⁾

(en millions de dollars américains, sauf les marges et les montants par action)	Trimestres clos les 30 septembre				
	2022	2021	Total	Variation Effet du change	Devises constantes
BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	324	288	13 %	(2) %	14 %
Grandes sociétés	147	130	13 %	-	13 %
Fiscalité et comptabilité	59	50	17 %	1 %	15 %
3 grands secteurs pris collectivement	530	468	13 %	(1) %	14 %
Reuters News	33	25	37 %	15 %	22 %
Publications mondiales	50	52	(4) %	(4) %	(1) %
Charges liées au siège social	(78)	(87)	s. o.	s. o.	s. o.
BAIIA ajusté	535	458	17 %	-	17 %
Marge du BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	46,2 %	42,3 %	390 pb	10 pb	380 pb
Grandes sociétés	39,2 %	36,7 %	250 pb	70 pb	180 pb
Fiscalité et comptabilité	31,0 %	28,5 %	250 pb	80 pb	170 pb
3 grands secteurs pris collectivement	41,9 %	38,6 %	330 pb	40 pb	290 pb
Reuters News	19,7 %	14,5 %	520 pb	290 pb	230 pb
Publications mondiales	34,4 %	35,0 %	(60) pb	(50) pb	(10) pb
Marge du BAIIA ajusté	34,0 %	30,0 %	400 pb	90 pb	310 pb
Charges d'exploitation	1 023	1 060	(4) %	(5) %	1 %
Résultat ajusté par action	0,57 \$	0,46 \$	24 %	-	24 %

1) Les pourcentages de croissance et les marges du BAIIA ajusté sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement des variations du BAIIA ajusté et de la marge connexe, des charges d'exploitation consolidées et du résultat ajusté par action consolidé, compte non tenu de l'effet du change¹⁾

(en millions de dollars américains, sauf les marges et les montants par action)	Périodes de neuf mois closes les 30 septembre				
	2022	2021	Total	Variation Effet du change	En devises constantes
BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	933	852	9 %	(1) %	11 %
Grandes sociétés	443	403	10 %	-	10 %
Fiscalité et comptabilité	262	223	18 %	1 %	17 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 638	1 478	11 %	-	11 %
Reuters News	114	88	31 %	10 %	21 %
Publications mondiales	153	165	(7) %	(2) %	(5) %
Charges liées au siège social	(209)	(213)	s. o.	s. o.	s. o.
BAIIA ajusté	1 696	1 518	12 %	-	11 %
Marge du BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	44,5 %	42,1 %	240 pb	20 pb	220 pb
Grandes sociétés	38,2 %	37,2 %	100 pb	50 pb	50 pb
Fiscalité et comptabilité	39,7 %	36,9 %	280 pb	50 pb	230 pb
3 grands secteurs pris collectivement	41,8 %	39,9 %	190 pb	30 pb	160 pb
Reuters News	21,4 %	17,3 %	410 pb	210 pb	200 pb
Publications mondiales	35,6 %	37,5 %	(190) pb	-	(190) pb
Marge du BAIIA ajusté	34,9 %	32,7 %	220 pb	70 pb	150 pb
Charges d'exploitation	3 145	3 114	1 %	(3) %	4 %
Résultat ajusté par action	1,82 \$	1,52 \$	20 %	2 %	18 %

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Exercice clos le 31 décembre 2021 ²⁾
BAIIA ajusté	
Professionnels du droit	1 091
Grandes sociétés	496
Fiscalité et comptabilité	379
3 grands secteurs pris collectivement	1 966
Reuters News	103
Publications mondiales	226
Charges liées au siège social	(325)
BAIIA ajusté	1 970
Marge du BAIIA ajusté	
Professionnels du droit	40,2 %
Grandes sociétés	34,4 %
Fiscalité et comptabilité	41,3 %
3 grands secteurs pris collectivement	38,8 %
Reuters News	14,8 %
Publications mondiales	37,1 %
Marge du BAIIA ajusté	31,0 %

1) Les pourcentages de croissance et les marges du BAIIA ajusté sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

2) Chiffres retraités pour tenir compte des changements apportés à l'information sectorielle au premier trimestre de 2022.

Rapprochement du nombre moyen pondéré dilué d'actions entrant dans le calcul du résultat ajusté par action

Nos activités poursuivies ayant enregistré une perte nette aux termes des IFRS pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires entrant dans le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action est identique pour tous les calculs du résultat par action de la période, puisque l'incidence des options sur actions et des autres attributions incitatives en actions viendrait réduire la perte par action et aurait donc un effet antidilutif. Le résultat ajusté, qui est une mesure non conforme aux IFRS, correspondant à un bénéfice, les actions ordinaires potentielles sont prises en compte, puisqu'elles viennent diminuer le résultat ajusté par action et ont donc un effet dilutif.

Le tableau suivant présente un rapprochement de l'information sur les actions ordinaires selon les IFRS et hors IFRS :

	Trimestre clos le 30 septembre
(nombre moyen pondéré d'actions ordinaires)	2021
Montant de base et dilué, selon les IFRS	494 624 854
Incidence des options sur actions et des autres attributions incitatives en actions	1 275 150
Montant dilué, hors IFRS	495 900 004

Annexe C

Données trimestrielles (non audité)

Le tableau qui suit présente un résumé de nos résultats d'exploitation consolidés pour les huit trimestres les plus récents.

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Trimestres clos les							
	30 sept. 2022	30 juin 2022	31 mars 2022	31 déc. 2021	30 sept. 2021	30 juin 2021	31 mars 2021	31 déc. 2020
Produits des activités ordinaires	1 574	1 614	1 674	1 710	1 526	1 532	1 580	1 616
Bénéfice d'exploitation	398	391	414	257	282	316	387	956
Bénéfice (perte) lié aux activités poursuivies	265	(71)	1 018	(177)	(241)	1 072	5 033	587
(Perte) bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	(37)	(44)	(11)	2	1	(4)	3	(25)
Bénéfice (perte) net	228	(115)	1 007	(175)	(240)	1 068	5 036	562
Bénéfice (perte) attribuable aux actionnaires ordinaires	228	(115)	1 007	(175)	(240)	1 068	5 036	562
Résultat de base par action								
Lié aux activités poursuivies	0,55 \$	(0,15) \$	2,09 \$	(0,36) \$	(0,49) \$	2,16 \$	10,15 \$	1,18 \$
Lié aux activités abandonnées	(0,08)	(0,09)	(0,02)	-	-	(0,01)	-	(0,05)
	0,47 \$	(0,24) \$	2,07 \$	(0,36) \$	(0,49) \$	2,15 \$	10,15 \$	1,13 \$
Résultat dilué par action								
Lié aux activités poursuivies	0,55 \$	(0,15) \$	2,09 \$	(0,36) \$	(0,49) \$	2,16 \$	10,13 \$	1,18 \$
Lié aux activités abandonnées	(0,08)	(0,09)	(0,03)	-	-	(0,01)	-	(0,05)
	0,47 \$	(0,24) \$	2,06 \$	(0,36) \$	(0,49) \$	2,15 \$	10,13 \$	1,13 \$

Produits des activités ordinaires – Nos produits des activités ordinaires sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque nous comptabilisons une part importante de nos produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats. Néanmoins, nos produits des activités ordinaires d'un trimestre à l'autre peuvent être touchés par le lancement de certains produits fiscaux, qui sont habituellement plus concentrés au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre de l'exercice. La pandémie de COVID-19 a bouleversé les tendances traditionnelles en ce qui a trait à certains de nos produits des activités ordinaires. Les produits des activités ordinaires de 2020 et de 2021 ont subi le contrecoup des retards dans l'expédition de documents imprimés, tandis que les produits des activités ordinaires trimestriels reflètent l'incidence du déplacement des produits liés à la soumission des déclarations fiscales en raison du report de la date butoir de dépôt des déclarations fiscales aux États-Unis. Puisque nous exerçons la majeure partie de nos activités en dollars américains, les mouvements du change ont eu une incidence minime sur nos produits des activités ordinaires, sauf au troisième trimestre de 2022, où un raffermissement important du dollar américain a entraîné une légère baisse de nos produits des activités ordinaires. Les acquisitions et cessions d'entreprises n'ont pas influé sur nos produits des activités ordinaires de façon significative au cours de la période de huit trimestres.

Bénéfice d'exploitation – Notre bénéfice d'exploitation est aussi habituellement peu touché par le caractère saisonnier, la majorité de nos charges d'exploitation étant fixes. En conséquence, lorsque nos produits des activités ordinaires s'accroissent, nous devenons généralement plus rentables et, inversement, lorsqu'ils diminuent, nous sommes généralement moins rentables. Au cours des trois premiers trimestres de 2022 et tout au long de 2021, le calendrier des coûts liés au programme de transformation a influé sur le bénéfice d'exploitation. Au quatrième trimestre de 2020, le bénéfice d'exploitation a aussi été favorisé par un profit important à la vente d'une participation et un profit lié à la modification d'un régime de retraite.

Bénéfice (perte) net – Notre bénéfice (perte) net a été considérablement influencé par notre participation dans LSEG. Au premier trimestre de 2021, notre bénéfice net rendait compte d'un profit important à la vente de Refinitiv à LSEG. La perte nette des troisième et quatrième trimestres de 2021, ainsi que celle du deuxième trimestre de 2022, rend compte des diminutions de la valeur de notre participation dans LSEG. Bien que le résultat net du troisième trimestre de 2022 reflète également une baisse importante de la valeur de notre participation dans LSEG, cette baisse est presque entièrement attribuable au raffermissement du dollar américain par rapport à la livre sterling, dont l'incidence a été atténuée par des profits sur les contrats de change liés à une partie de la participation, qui est libellée en livre sterling. Les résultats du premier trimestre de 2022 et du deuxième trimestre de 2021 rendent compte de l'accroissement de la valeur de notre participation dans LSEG.

Annexe D

Information financière complémentaire sur les garants

Les tableaux de consolidation ci-après présentent l'information financière sommaire en lien avec la garantie intégrale et inconditionnelle accordée par Thomson Reuters Corporation et trois filiales américaines garantes, qui sont aussi des filiales en propriété exclusive indirecte consolidées de Thomson Reuters Corporation (appelées les « filiales garantes »), à l'égard de tout titre de créance émis par TR Finance LLC aux termes d'un acte de fiducie qui sera conclu entre Thomson Reuters Corporation, TR Finance LLC, les filiales garantes, Société de fiducie Computershare du Canada et Deutsche Bank Trust Company Americas. TR Finance LLC est une filiale en propriété exclusive indirecte de Thomson Reuters Corporation et a été constituée aux seules fins d'émettre des titres de créance. TR Finance LLC n'a aucun actif ou passif d'importance, aucune filiale et aucune activité commerciale qui lui est propre. La capacité de TR Finance LLC de payer des intérêts, des primes ou des charges d'exploitation ou d'honorer ses obligations dépendra du soutien financier de Thomson Reuters Corporation et des filiales garantes. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion pour obtenir plus d'informations à ce sujet.

Les tableaux de consolidation ci-après présentent l'information financière résumée pour les éléments suivants :

- la société mère – à savoir Thomson Reuters Corporation, propriétaire direct ou indirect de l'ensemble de ses filiales;
- la filiale émettrice – à savoir TR Finance LLC;
- les filiales garantes, prises collectivement;
- les filiales non garantes – à savoir les autres filiales de Thomson Reuters Corporation qui ne garantissent pas les titres de créance de TR Finance LLC, prises collectivement;
- les éliminations – à savoir les ajustements de consolidation;
- Thomson Reuters, après consolidation.

Les filiales garantes mentionnées ci-dessus comprennent les filiales en propriété exclusive indirecte consolidées suivantes de Thomson Reuters Corporation :

- Thomson Reuters Applications Inc., qui exerce ses activités dans les secteurs Professionnels du droit, Fiscalité et comptabilité, et Grandes sociétés de la société;
- Thomson Reuters (Tax & Accounting) Inc., qui exerce ses activités dans les secteurs Fiscalité et comptabilité et Grandes sociétés de la société;
- West Publishing Corporation, qui exerce ses activités dans les secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Publications mondiales de la société.

Aux fins des tableaux de consolidation de l'information financière sommaire, Thomson Reuters Corporation comptabilise ses placements dans des filiales selon la méthode de la mise en équivalence. Lorsque les filiales sont membres d'un groupe consolidé aux fins des déclarations fiscales, Thomson Reuters Corporation répartit la charge d'impôt conformément à l'entente de partage d'impôt, notamment en appliquant la méthode du pourcentage, selon laquelle les membres du groupe consolidé sont remboursés pour les pertes qu'ils subissent, peu importe s'ils ont la possibilité d'utiliser ces pertes de manière distincte. Nous estimons que cette répartition constitue une façon systématique et rationnelle de répartir les soldes d'impôt. Les ajustements nécessaires pour consolider les résultats de la société mère, des filiales garantes et des filiales non garantes sont reflétés dans la colonne « Éliminations ».

Ce mode de présentation ne vise à présenter la situation financière de Thomson Reuters Corporation et ses résultats d'exploitation à nulle autre fin que pour se conformer aux exigences de communication de l'information sur les garants. Les données présentées doivent être lues conjointement avec nos états financiers consolidés intermédiaires pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022, avec nos états financiers consolidés annuels de 2021, ainsi qu'avec notre rapport de gestion annuel de 2021, qui figure dans notre rapport annuel 2021.

Les tableaux de consolidation de l'information financière sommaire ci-après sont fournis conformément aux exigences de l'article 13.4 du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* qui porte sur les dispenses en faveur de certains émetteurs bénéficiant de soutien au crédit. Thomson Reuters Corporation a aussi choisi de fournir de l'information financière complémentaire conformément à l'article 13 de la Réglementation S-X, dans sa version adoptée par la SEC et qui figure dans le communiqué de la SEC n° 33-10762.

Les tableaux de consolidation de l'information financière sommaire ci-après ont été préparés conformément aux IFRS publiées par l'IASB et n'ont pas été audités.

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

	Trimestre clos le 30 septembre 2022					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	504	1 213	(143)	1 574
Charges d'exploitation	(5)	-	(371)	(790)	143	(1 023)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(12)	(22)	-	(34)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(2)	(117)	-	(119)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(11)	(14)	-	(25)
Autres profits d'exploitation, montant net	-	-	7	18	-	25
(Perte) bénéfice d'exploitation	(5)	-	115	288	-	398
(Charges) produits financiers, montant net						
Charge d'intérêts, montant net	(39)	-	(1)	(8)	-	(48)
Autres (charges) produits financiers	(194)	-	(1)	643	-	448
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	30	-	(12)	(18)	-	-
(Perte) bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(208)	-	101	905	-	798
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	(525)	-	(525)
Quote-part du bénéfice (de la perte) après impôt des filiales	436	-	(2)	85	(519)	-
(Charge) produit d'impôt	-	-	(16)	8	-	(8)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	228	-	83	473	(519)	265
Perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	(37)	-	(37)
Bénéfice net	228	-	83	436	(519)	228
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	228	-	83	436	(519)	228

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

	Trimestre clos le 30 septembre 2021					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	1 043	805	(322)	1 526
Charges d'exploitation	(3)	-	(903)	(476)	322	(1 060)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(13)	(27)	-	(40)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(5)	(115)	1	(119)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(13)	(16)	-	(29)
Autres profits d'exploitation, montant net	-	-	-	4	-	4
(Perte) bénéfice d'exploitation	(3)	-	109	175	1	282
(Charges) produits financiers, montant net						
Charge d'intérêts, montant net	(39)	-	-	(7)	-	(46)
Autres (charges) produits financiers	(4)	-	-	38	-	34
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	27	-	(13)	(14)	-	-
Perte (bénéfice) avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(19)	-	96	192	1	270
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	(672)	-	(672)
Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des filiales	(221)	-	3	90	128	-
(Charge) produit d'impôt	-	-	(6)	167	-	161
(Perte) bénéfice lié aux activités poursuivies	(240)	-	93	(223)	129	(241)
Bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	1	-	1
(Perte) bénéfice net	(240)	-	93	(222)	129	(240)
(Perte) bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	(240)	-	93	(222)	129	(240)

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

(en millions de dollars américains)	Période de neuf mois close le 30 septembre 2022					Données consolidées
	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	1 604	3 756	(498)	4 862
Charges d'exploitation	(9)	-	(1 191)	(2 443)	498	(3 145)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(36)	(74)	-	(110)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(8)	(346)	-	(354)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(37)	(39)	-	(76)
Autres profits d'exploitation, montant net	-	-	7	19	-	26
(Perte) bénéfice d'exploitation	(9)	-	339	873	-	1 203
(Charges) produits financiers, montant net						
Charge d'intérêts, montant net	(118)	-	(1)	(26)	-	(145)
Autres (charges) produits financiers	(232)	-	-	1 094	-	862
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	87	-	(37)	(50)	-	-
(Perte) bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(272)	-	301	1 891	-	1 920
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	(552)	-	(552)
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	1 392	-	2	230	(1 624)	-
Charge d'impôt	-	-	(71)	(85)	-	(156)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	1 120	-	232	1 484	(1 624)	1 212
Perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	(92)	-	(92)
Bénéfice net	1 120	-	232	1 392	(1 624)	1 120
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	1 120	-	232	1 392	(1 624)	1 120

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

(en millions de dollars américains)	Période de neuf mois close le 30 septembre 2021					Données consolidées
	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	3 184	2 542	(1 088)	4 638
Charges d'exploitation	(8)	-	(2 757)	(1 437)	1 088	(3 114)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(46)	(82)	-	(128)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(15)	(343)	2	(356)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(38)	(52)	-	(90)
Autres (pertes) profits d'exploitation, montant net	-	-	(1)	36	-	35
(Perte) bénéfice d'exploitation	(8)	-	327	664	2	985
(Charges) produits financiers, montant net	(117)	-	(1)	(28)	-	(146)
Autres (charges) produits financiers	(7)	-	-	37	-	30
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	84	-	(38)	(46)	-	-
(Perte) bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(48)	-	288	627	2	869
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	6 717	-	6 717
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	5 912	-	10	234	(6 156)	-
Charge d'impôt	-	-	(54)	(1 668)	-	(1 722)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	5 864	-	244	5 910	(6 154)	5 864
Perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	-	-
Bénéfice net	5 864	-	244	5 910	(6 154)	5 864
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	5 864	-	244	5 910	(6 154)	5 864

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en millions de dollars américains)	30 septembre 2022					Données consolidées
	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16	-	53	390	-	459
Créances clients et autres créances d'exploitation	-	-	475	474	-	949
Créances d'exploitation intragroupe	3 604	-	656	2 943	(7 203)	-
Autres actifs financiers	-	-	6	369	-	375
Charges payées d'avance et autres actifs courants	-	-	232	197	-	429
Actifs courants compte non tenu des actifs détenus en vue de la vente	3 620	-	1 422	4 373	(7 203)	2 212
Actifs détenus en vue de la vente	-	-	33	96	-	129
Actifs courants	3 620	-	1 455	4 469	(7 203)	2 341
Immobilisations corporelles, montant net	-	-	168	246	-	414
Logiciels, montant net	-	-	6	880	-	886
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net	-	-	1 078	2 164	-	3 242
Goodwill	-	-	3 792	2 026	-	5 818
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	6 098	-	6 098
Autres actifs financiers	49	-	12	557	-	618
Autres actifs non courants	-	-	111	515	-	626
Créances d'exploitation intragroupe	99	-	16	778	(893)	-
Placements dans des filiales	15 958	-	77	4 426	(20 461)	-
Actifs d'impôt différé	-	-	-	1 119	-	1 119
Total de l'actif	19 726	-	6 715	23 278	(28 557)	21 162
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						
Passif						
Dettes courantes	370	-	-	-	-	370
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	72	-	397	525	-	994
Passif d'impôt exigible	-	-	-	343	-	343
Produits différés	-	-	420	417	-	837
Dettes d'exploitation intragroupe	2 611	-	331	4 261	(7 203)	-
Autres passifs financiers	693	-	21	44	-	758
Passifs courants compte non tenu des passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	3 746	-	1 169	5 590	(7 203)	3 302
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	-	-	35	83	-	118
Passifs courants	3 746	-	1 204	5 673	(7 203)	3 420
Dettes à long terme	3 700	-	-	-	-	3 700
Provisions et autres passifs non courants	2	-	6	749	-	757
Autres passifs financiers	-	-	53	163	-	216
Dettes d'exploitation intragroupe	-	-	778	115	(893)	-
Passifs d'impôt différé	-	-	171	620	-	791
Total du passif	7 448	-	2 212	7 320	(8 096)	8 884
Capitaux propres						
Total des capitaux propres	12 278	-	4 503	15 958	(20 461)	12 278
Total du passif et des capitaux propres	19 726	-	6 715	23 278	(28 557)	21 162

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en millions de dollars américains)	31 décembre 2021					Données consolidées
	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	-	237	526	-	778
Créances clients et autres créances d'exploitation	-	-	690	367	-	1 057
Créances d'exploitation intragroupe	3 477	-	648	2 545	(6 670)	-
Autres actifs financiers	-	-	6	102	-	108
Charges payées d'avance et autres actifs courants	2	-	236	224	-	462
Actifs courants compte non tenu des actifs détenus en vue de la vente	3 494	-	1 817	3 764	(6 670)	2 405
Actifs détenus en vue de la vente	-	-	8	40	-	48
Actifs courants	3 494	-	1 825	3 804	(6 670)	2 453
Immobilisations corporelles, montant net	-	-	201	301	-	502
Logiciels, montant net	-	-	12	810	-	822
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net	-	-	1 136	2 195	-	3 331
Goodwill	-	-	3 822	2 118	-	5 940
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	6 736	-	6 736
Autres actifs financiers	100	-	16	313	-	429
Autres actifs non courants	-	-	128	669	-	797
Créances d'exploitation intragroupe	230	-	-	778	(1 008)	-
Placements dans des filiales	15 899	-	71	4 526	(20 496)	-
Actifs d'impôt différé	-	-	-	1 139	-	1 139
Total de l'actif	19 723	-	7 211	23 389	(28 174)	22 149
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						
Passif						
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	51	-	398	877	-	1 326
Passif d'impôt exigible	-	-	-	169	-	169
Produits différés	-	-	634	240	-	874
Dettes d'exploitation intragroupe	2 049	-	497	4 124	(6 670)	-
Autres passifs financiers	-	-	22	153	-	175
Passifs courants compte non tenu des passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	2 100	-	1 551	5 563	(6 670)	2 544
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	-	-	11	26	-	37
Passifs courants	2 100	-	1 562	5 589	(6 670)	2 581
Dettes à long terme	3 786	-	-	-	-	3 786
Provisions et autres passifs non courants	3	-	6	700	-	709
Autres passifs financiers	-	-	68	166	-	234
Dettes d'exploitation intragroupe	-	-	779	229	(1 008)	-
Passifs d'impôt différé	-	-	199	806	-	1 005
Total du passif	5 889	-	2 614	7 490	(7 678)	8 315
Capitaux propres						
Total des capitaux propres	13 834	-	4 597	15 899	(20 496)	13 834
Total du passif et des capitaux propres	19 723	-	7 211	23 389	(28 174)	22 149

TABLEAU DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
Trimestre clos le 30 septembre 2022						
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	-	-	(43)	574	-	531
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(9)	-	9	(93)	-	(93)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	7	-	45	(488)	-	(436)
Écarts de conversion	-	-	-	(4)	-	(4)
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(2)	-	11	(11)	-	(2)
Trimestre clos le 30 septembre 2021						
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(6)	-	299	241	-	534
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	1 200	-	(9)	(536)	(1 200)	(545)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(1 126)	-	(290)	(601)	1 200	(817)
Écarts de conversion	-	-	-	(3)	-	(3)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	68	-	-	(899)	-	(831)

TABLEAU DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
Période de neuf mois close le 30 septembre 2022						
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(62)	-	188	1 113	-	1 239
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	513	-	32	(225)	(846)	(526)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(450)	-	(404)	(1 016)	846	(1 024)
Écarts de conversion	-	-	-	(8)	-	(8)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1	-	(184)	(136)	-	(319)
Période de neuf mois close le 30 septembre 2021						
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(93)	-	482	987	-	1 376
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	1 200	-	(20)	(150)	(1 235)	(205)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(1 039)	-	(471)	(1 169)	1 235	(1 444)
Écarts de conversion	-	-	-	(3)	-	(3)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	68	-	(9)	(335)	-	(276)